



Société anonyme au capital de 1 009 641 917,50 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

TROISIEME ACTUALISATION

DU

DOCUMENT DE REFERENCE 2017

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 8 mars 2017
sous le numéro D.17-0139

Première actualisation du Document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers
le 4 mai 2017 sous le numéro D.17-0139-A01

Deuxième actualisation du Document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers
le 3 août 2017 sous le numéro D.17-0139-A02



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 novembre 2017 sous le numéro D.17-0139-A03, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017

1 - CHAPITRE 2 : RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE	3
1.1 COMMUNIQUES DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA DEUXIEME ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017	3
1.1.1 <i>Communiqué de presse du 3 novembre 2017 : Résultats du 3^{ème} trimestre 2017 - actualisation des pages 30 à 43 du Document de référence 2017</i>	3
1.2 POLITIQUE FINANCIERE	28
1.2.1 <i>Situation d'endettement du Groupe : actualisation des pages 60 et 61 du Document de référence 2017</i>	28
1.3 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS ET CESSIONS EFFECTUES – ACTUALISATION DE LA PAGE 62 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017	30
1.4 ACQUISITIONS EN COURS ET CONTRATS IMPORTANTS – ACTUALISATION DE LA PAGE 63 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017	31
2 - CHAPITRE 3 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	32
2.1 STRUCTURE ET ORGANES DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	32
2.1.1 <i>Communiqué de presse du 31 août 2017 : Société Générale met en place sa nouvelle organisation plus agile et plus proche de ses clients</i>	32
2.1.2 <i>Présentation de la gouvernance et de la structure des comités de supervision stratégique - actualisation de la page 68 du Document de référence 2017</i>	33
3 - CHAPITRE 4 : RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES	37
3.1 RATIOS PRUDENTIELS	37
3.1.1 <i>Gestion des ratios prudentiels – actualisation des pages 169 à 180 du Document de référence 2017</i>	37
3.2 RATIOS PRUDENTIELS CRR/CRD4	37
3.2.1 <i>Ratio conglomérat financier</i>	37
3.2.2 <i>Ratio de levier CRR</i>	38
3.3 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX - ACTUALISATION DE LA PAGE 202 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017	38
3.3.1 <i>Encours pondérés des risques (CRR/CRD4, en MD EUR) – actualisation de la page 157 du Document de référence 2017</i>	39
3.4 RISQUES DE MARCHE : EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING ET DE LA VAR STRESSEE - ACTUALISATION DES PAGES 206 A 209 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017	40
3.5 RISQUES DE LIQUIDITE	41
3.5.1 <i>Réserve de liquidité - actualisation de la page 227 du Document de référence 2017</i>	41
3.6 RISQUES ET LITIGES – ACTUALISATION DES PAGES 423 A 426 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017	42
4 - CHAPITRE 8 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	45
4.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	45
4.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE	45
4.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	46
5 - CHAPITRE 9 : TABLE DE CONCORDANCE	47
5.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	47

1 - Chapitre 2 : Rapport d'activité du Groupe

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt de la deuxième actualisation du Document de référence 2017

1.1.1 Communiqué de presse du 3 novembre 2017 : Résultats du 3^{ème} trimestre 2017 - actualisation des pages 30 à 43 du Document de référence 2017

Paris, 3 novembre 2017

T3-17 : RÉSULTATS SOLIDES EN BANQUE DE DÉTAIL, ACTIVITÉS DE MARCHÉ EN BAISSÉ

- **Produit net bancaire des métiers** à 5,9 Md EUR (-5,9% /T3-16) : forte croissance des activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux (+5,2%*), recul des revenus de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs dans un environnement de volatilité historiquement basse (-14,7%/T3-16) et de la Banque de détail en France (-6,6%⁽¹⁾ /T3-16) dans un contexte de taux bas.
- **Produit net bancaire comptable du Groupe**, en léger retrait de -0,9% à 5 958 M EUR (6 010 M EUR au T3-16)
- **Frais de gestion** stables : -0,4% /T3-16
- **Coût du risque commercial⁽²⁾** divisé par deux à 17pb au T3-17 (34 pb au T3-16) traduisant l'amélioration du profil de risque du Groupe observée depuis plusieurs trimestres. Dotation complémentaire à la provision pour litiges de 300 M EUR.
- **Résultat net part du Groupe comptable** à 932 M EUR au T3-17 (1 099 M EUR au T3-16). Résultat net part du Groupe hors éléments non économiques à 894 M EUR au T3-17 (1 257 M EUR au T3-16)
- **Ratio CET1 non phasé** à 11,7% (stable par rapport au 30 juin 2017)

9M-17 : UN RÉSULTAT NET PART DU GROUPE SOUS-JACENT EN PROGRESSION

- **Produit net bancaire sous-jacent⁽³⁾** de 18,8 Md EUR (+0,4% /9M-16)
- **Frais de gestion sous-jacents⁽³⁾ maîtrisés** : +1,2% /9M-16
- **Résultat net part du Groupe sous-jacent⁽³⁾** de 3 616 M EUR en hausse de +16,9% /9M-16
- **ROE sous-jacent⁽³⁾** de 9,0% (8,0% sur 9M-16)

BNPA : 3,12 EUR sur 9M-17 (4,19 EUR sur 9M-16). Provision sur dividende de 1,65 EUR /action**

Présentation du plan stratégique le 28 novembre 2017

Les renvois * et ** dans ce document sont précisés ci-dessous :

- * A périmètre et taux de change constants.
- ** Hors éléments non économiques.

(1) Y compris ajustement des couvertures et hors provision PEL/CEL.

(2) Hors litiges, en points de base sur encours de début de période, y compris locations simples. Calcul annualisé.

(3) Cf. Note méthodologique 5 pour le passage des données comptables aux données sous-jacentes

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 2 novembre 2017 sous la présidence de Lorenzo Bini Smaghi, a examiné les résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'année 2017.

Le **résultat net part du Groupe comptable** est de 932 millions d'euros au troisième trimestre 2017 (1 099 millions d'euros au troisième trimestre 2016) et de 2 737 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2017 (3 484 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016).

Corrigé de l'impact des éléments non économiques, des éléments exceptionnels et de la linéarisation sur l'année de la charge d'IFRIC 21 enregistrée au premier trimestre 2017, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'élève à 1 079 millions d'euros au troisième trimestre 2017 (1 168 millions d'euros au troisième trimestre 2016). Sur les neuf premiers mois de 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent est en nette progression de 16,9% et atteint 3 616 millions d'euros (3 094 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2016). Le **ROE sous-jacent** s'établit à 9,0% sur les neuf premiers mois de 2017 contre 8,0% sur les neuf premiers mois de 2016.

Au troisième trimestre 2017, la dynamique commerciale de la Banque de détail en France reste solide et les résultats résilients dans un contexte de taux bas et de transformation du modèle. Les activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux poursuivent leur forte croissance sur l'ensemble des métiers et des géographies. Les revenus de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs sont en recul par rapport au troisième trimestre 2016 dans un environnement de marché marqué par des niveaux de volatilité historiquement bas.

Le **produit net bancaire** comptable s'élève à 5 958 millions d'euros au troisième trimestre 2017 (6 010 millions d'euros au troisième trimestre 2016) et à 17 631 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2017 (19 169 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2016). Le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 5 993 millions d'euros au troisième trimestre 2017 (en diminution de -4,1% par rapport au troisième trimestre 2016) et à 18 834 millions d'euros sur les neuf premiers mois (en augmentation de +0,4% par rapport aux neuf premiers mois de 2016).

Les **frais de gestion** sont en légère baisse au troisième trimestre 2017 (-0,4%) à -4 001 millions d'euros (-4 016 millions d'euros au troisième trimestre 2016). La baisse des coûts dans la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs s'est amplifiée tandis que le Groupe a poursuivi ses investissements dans la transformation de la Banque de détail en France et l'accompagnement de la croissance de ses activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux. Sur le troisième trimestre 2017, les frais de gestion sous-jacents sont stables à -4 157 millions d'euros (-4 147 millions d'euros sur le troisième trimestre 2016) et sur les neuf premiers mois de l'année, les frais de gestion s'inscrivent en légère hausse (+1,2%) à -12 657 millions d'euros (-12 506 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016).

La dynamique de baisse de la **charge nette du risque** (hors variation de la provision pour litiges) observée sur les précédents trimestres se poursuit dans un contexte d'amélioration du profil de risque du Groupe. Elle s'établit à un niveau de -212 millions d'euros (hors variation de la provision pour litiges) au troisième trimestre 2017, en net recul par rapport au troisième trimestre 2016 (-417 millions d'euros).

La provision pour litiges fait l'objet d'une dotation complémentaire de 300 millions d'euros sur le troisième trimestre et s'élève désormais à 2,2 milliards d'euros. Société Générale est actuellement en discussion avec les autorités américaines en vue du règlement de deux litiges, LIA et IBOR, et a décidé d'augmenter la provision pour litiges. Les discussions pourraient aboutir sur un accord dans les prochaines semaines ou mois.

Par ailleurs, comme il n'est pas certain que le Groupe parvienne à une résolution de ces litiges avant la date initialement prévue de lancement du Plan Mondial d'Actionariat Salarié, au vu de cette incertitude et pour des raisons juridiques, il a été décidé, avec l'accord du Conseil d'administration, de ne pas procéder à l'émission de ce plan initialement prévue en cette fin d'année 2017.

Le ratio **Common Equity Tier 1** (CET1 non phasé) s'établit à 11,7% au 30 septembre 2017 (11,7% au 30 juin 2017) et le bénéfice net par action, hors éléments non économiques, atteint 3,12 euros à fin septembre 2017 (4,19 euros à fin septembre 2016).

Commentant les résultats du Groupe du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2017, Frédéric Oudéa – Directeur général – a déclaré :

« En dépit d'un environnement financier peu favorable, Société Générale a dégagé, au troisième trimestre, des résultats résilients, tirés en particulier par les activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux. Le Groupe continue d'améliorer son profil de risque et poursuit ses investissements afin de répondre aux besoins de ses clients et à l'évolution des modes de consommation des services bancaires. Forte d'une rentabilité sous-jacente en progression sur les neuf premiers mois de l'année, d'une base de capital solide et de l'engagement de ses équipes, Société Générale est prête à s'engager dans une nouvelle phase de son développement et présentera son plan stratégique le 28 novembre prochain. »

1. RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE

En M EUR	T3-17	T3-16	Variation	9M-17	9M-16	Variation
Produit net bancaire	5 958	6 010	-0,9%	17 631	19 169	-8,0%
<i>Produit net bancaire⁽¹⁾</i>	<i>5 905</i>	<i>6 251</i>	<i>-5,5%</i>	<i>17 783</i>	<i>19 476</i>	<i>-8,7%</i>
Frais de gestion	(4 001)	(4 016)	-0,4%	(12 814)	(12 419)	+3,2%
Résultat brut d'exploitation	1 957	1 994	-1,9%	4 817	6 750	-28,6%
<i>Résultat brut d'exploitation⁽¹⁾</i>	<i>1 904</i>	<i>2 235</i>	<i>-14,8%</i>	<i>4 969</i>	<i>7 057</i>	<i>-29,6%</i>
Coût net du risque	(512)	(417)	+22,8%	(880)	(1 605)	-45,2%
Résultat d'exploitation	1 445	1 577	-8,4%	3 937	5 145	-23,5%
<i>Résultat d'exploitation⁽¹⁾</i>	<i>1 392</i>	<i>1 818</i>	<i>-23,4%</i>	<i>4 089</i>	<i>5 452</i>	<i>-25,0%</i>
Gains ou pertes nets sur autres actifs	72	62	+16,1%	317	50	x 6,3
Impôts sur les bénéfices	(459)	(450)	+2,0%	(1 150)	(1 461)	-21,3%
Résultat net part du Groupe	932	1 099	-15,2%	2 737	3 484	-21,4%
<i>Résultat net part du Groupe⁽¹⁾</i>	<i>894</i>	<i>1 257</i>	<i>-28,8%</i>	<i>2 845</i>	<i>3 685</i>	<i>-22,8%</i>
ROE	6,9%	8,4%		6,6%	9,1%	
Résultat net part du Groupe sous-jacent⁽²⁾	1 079	1 168	-7,7%	3 616	3 094	+16,9%
ROE sous-jacent⁽²⁾	8,1%	9,0%		9,0%	8,0%	

(1) Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA.

(2) Ajusté des éléments non économiques et exceptionnels et d'IFRIC 21.

Produit net bancaire

Le produit net bancaire comptable du Groupe s'élève à 5 958 millions d'euros au T3-17 (6 010 millions d'euros au T3-16) et à 17 631 millions d'euros sur les 9M-17 (19 169 millions d'euros sur les 9M-16).

Le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 5 993 millions d'euros au T3-17 (6 251 millions d'euros au T3-16) et à 18 834 millions d'euros sur les 9M-17 (18 751 millions d'euros sur les 9M-16).

Au T3-17, le produit net bancaire des métiers est en léger repli à 5 882 millions d'euros (6 249 millions d'euros au T3-16).

- Le produit net bancaire des activités de la Banque de détail en France s'inscrit en retrait au T3-17 (-5,0% et -6,6% hors provision PEL/CEL par rapport au T3-16). La marge nette d'intérêt enregistre une baisse au T3-17 de -13,9% par rapport au T3-16 en raison de l'enregistrement d'une charge exceptionnelle de -88 millions d'euros liée à l'ajustement des couvertures et de la poursuite du contexte de taux bas. Les commissions conservent la dynamique observée sur les précédents trimestres et progressent de +4% au T3-17 par rapport au T3-16.
- Le produit net bancaire de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux affiche une hausse de +3,8% (+5,2%*) au T3-17, portée par le fort dynamisme commercial des activités dans l'ensemble des métiers et des géographies. Le produit net bancaire de la Banque de détail à l'International progresse de +2,7% (+6,7%*) par rapport au T3-16, celui de l'activité Assurances de +14,5% (+8,2%*) et celui des Services Financiers aux Entreprises de +1,4% (-1,1%*).
- Les revenus de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs sont en retrait de -14,7% au T3-17 par rapport au T3-16. Les Activités de Marché et Services aux Investisseurs sont en baisse de -20,7% pénalisées par l'attentisme des investisseurs lié aux niveaux de

volatilité historiquement bas. Les revenus des activités de Financement et Conseil sont stables par rapport au T3-16 (-0,7%). En Gestion d'Actifs et Banque Privée, le produit net bancaire est en retrait de -11,7%.

L'incidence comptable de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre est de 53 millions d'euros au T3-17 (-237 millions d'euros au T3-16). La DVA a un impact nul au T3-17 (-4 millions d'euros au T3-16). Ces deux facteurs constituent les éléments non économiques retraités dans les analyses des résultats du Groupe.

Frais de gestion

Les frais de gestion du Groupe s'élèvent à -4 001 millions d'euros au T3-17, en baisse de -0,4% (+1,5%*) par rapport au T3-16.

Les frais de gestion sous-jacent s'élèvent à -12 657 millions d'euros sur les 9M-17 contre -12 506 millions d'euros sur les 9M-16 soit une progression limitée de +1,2%.

Cette progression reflète les investissements dans la transformation de la Banque de détail en France, l'accompagnement de la croissance des métiers de Banque de détail et Services Financiers Internationaux et les effets bénéfiques des plans d'économies menés dans la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs.

Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation comptable du Groupe s'établit à 1 957 millions d'euros au T3-17 (1 994 millions d'euros au T3-16) et à 4 817 millions d'euros aux 9M-17 (6 750 millions d'euros aux 9M-16).

Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'élève à 1 836 millions d'euros sur le T3-17 (2 104 millions d'euros au T3-16) et à 6 178 millions d'euros aux 9M-17 (6 245 millions d'euros aux 9M-16).

Coût du risque

La charge du risque du Groupe, hors variation de la provision pour litiges, poursuit sa baisse au T3-17 à -212 millions d'euros contre -417 millions d'euros au T3-16. La provision pour litiges fait l'objet d'une dotation complémentaire de 300 millions d'euros au troisième trimestre.

Le coût du risque commercial continue de baisser ce trimestre pour atteindre un niveau très bas de 17 points de base au T3-17 (contre 34 points de base au T3-16):

- Dans la Banque de détail en France, le coût du risque commercial est faible à 21 points de base au T3-17 (36 points de base au T3-16) grâce notamment à l'amélioration de la conjoncture et à la qualité de l'origination des crédits.
- Le coût du risque de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux est en baisse à 33 points de base contre 67 points de base au T3-16 en raison notamment d'une reprise nette en Roumanie.
- Le coût du risque de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs s'établit à -2 points de base au T3-17 (9 points de base au T3-16).

Sur l'année 2017, le niveau du coût du risque commercial pour le Groupe est attendu autour de 25 points de base.

Le taux brut d'encours douteux est en baisse à 4,5% à fin septembre 2017 (contre 5,1% à fin septembre 2016). Le taux de couverture brut des encours douteux du Groupe s'établit à 62% (contre 65% à fin septembre 2016).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe comptable est de 1 445 millions d'euros au T3-17 (1 577 au T3-16) et de 3 937 millions d'euros sur les 9M-17 (5 145 millions d'euros sur les 9M-16).

Le résultat d'exploitation sous-jacent atteint 1 624 millions d'euros au T3-17 (1 687 millions d'euros au T3-16) et 5 498 millions d'euros sur les 9M-17 (4 840 millions d'euros sur les 9M-16), en progression de +13,6% par rapport au 9M-16.

Gains ou pertes nets sur autres actifs

Les gains ou pertes nets sur autres actifs s'élèvent à 72 millions d'euros sur le T3-17 (62 millions d'euros au T3-16) et sont principalement constitués de la plus-value de cession des titres SG Fortune pour un montant de 74 millions d'euros.

Résultat net

En M EUR	T3-17	T3-16	9M-17	9M-16
Résultat net part du Groupe comptable	932	1 099	2 737	3 484
Résultat net part du Groupe ⁽¹⁾	894	1 257	2 845	3 685
Résultat net part du Groupe sous-jacent ⁽²⁾	1 079	1 168	3 616	3 094

	T3-17	T3-16	9M-17	9M-16
ROE (données brutes)	6,9%	8,4%	6,6%	9,1%
ROE ⁽¹⁾	6,6%	9,7%	6,9%	9,6%
ROE sous-jacent ⁽²⁾	8,1%	9,0%	9,0%	8,0%

(1) Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA.

(2) Ajusté des éléments non économiques et exceptionnels et d'IFRIC 21.

Le bénéfice net par action du 9M-17 s'élève à 2,98 euros (3,94 euros aux 9M-16). Ajusté des éléments non-économiques, le BNPA du 9M-17 est de 3,12 euros (4,19 euros aux 9M-16).

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 septembre 2017, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 60,3 milliards d'euros (62,0 milliards d'euros au 31 décembre 2016), l'actif net par action est de 63,59 euros, dont 1,35 euro de plus-values latentes, et l'actif net tangible par action est de 57,31 euros

Le total du **bilan consolidé** s'établit à 1 339 milliards d'euros au 30 septembre 2017 (1 382 milliards d'euros au 31 décembre 2016). Le montant net des encours de **crédits à la clientèle**, y compris location financement, au 30 septembre 2017 est de 393 milliards d'euros (403 milliards d'euros au 31 décembre 2016) – hors valeurs et titres donnés en pension. Parallèlement les **dépôts de la clientèle** atteignent 383 milliards d'euros, contre 397 milliards d'euros au 31 décembre 2016 (hors valeurs et titres donnés en pension).

Au 30 septembre 2017, la maison mère a émis 21,7 milliards d'euros de dette à moyen et long terme soit une réalisation à hauteur de 90% du programme de financement de 24,1 milliards d'euros de 2017, avec une maturité moyenne de 4,35 ans et un spread moyen de 19,2 points de base (par rapport au mid-swap 6 mois, hors dette subordonnée). Les filiales ont émis 3,7 milliards d'euros. Au total, au 30 septembre 2017, le Groupe a émis 25,4 milliards d'euros de dette à moyen et long terme. Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) s'inscrit bien au dessus des exigences réglementaires à 116% à fin septembre 2017, contre 142% fin décembre 2016.

Les **encours pondérés** par les risques du Groupe (RWA) s'élèvent à 352,9 milliards d'euros au 30 septembre 2017 (contre 355,5 milliards d'euros à fin décembre 2016) selon les règles CRR/CRD4. Les encours pondérés au titre du risque de crédit représentent 82,0% du total, à 289,5 milliards d'euros, en baisse de -1,6% par rapport au 31 décembre 2016.

Au 30 septembre 2017, le ratio **Common Equity Tier 1** non phasé du Groupe s'établit à 11,7%⁽¹⁾ (11,5% à fin décembre 2016), en progression de +19 points de base par rapport à fin décembre 2016. Le ratio Tier 1 s'élève à 14,3% à fin septembre 2017 (14,5% à fin décembre 2016) et le ratio global de solvabilité s'établit à 17,6%.

Avec un niveau de 21,6% des RWA et 6,4% de l'exposition levier à fin septembre 2017, le Groupe présente un TLAC d'ores et déjà supérieur aux exigences du FSB pour 2019.

Le **ratio de levier** atteint 4,3% au 30 septembre 2017 (4,2% à fin décembre 2016, 4,2% à fin juin 2017).

Le Groupe est noté par les agences de notation DBRS (notation long terme : « A(high) » assortie de perspectives stables; notation court-terme : « R-1(middle) » et « Critical Obligations Rating » long terme de « AA » et court-terme de « R-1(high) »), FitchRatings (notation « senior unsecured preferred » long terme rehaussée le 28 septembre 2017 à « A+ » assortie de perspectives stables ; notation court-terme : « F1 » et « derivative counterparty rating » long terme à « A(dcr) »), Moody's (notations dépôts et « senior unsecured » long terme : « A2 » assorties de perspectives stables ; notation court-terme : « P-1 » et « Counterparty Risk Assessment » long-terme de « A1 » et court-terme de « P-1 »), Standard and Poor's (notation long terme « A » assortie de perspectives Stables; notation court-terme : « A-1 ») et R&I (notation long terme « A » assortie de perspectives stables).

(1) Le ratio phasé excluant les résultats de l'exercice en cours à fin septembre 2017 s'élève à 11,7% contre 11,8% à fin décembre 2016.

3. BANQUE DE DETAIL EN FRANCE

<i>En M EUR</i>	T3-17	T3-16	Variation	9M-17	9M-16	Variation
Produit net bancaire	1 939	2 042	-5,0%	6 047	6 226	-2,9%
<i>Produit net bancaire hors PEL/CEL</i>	1 923	2 059	-6,6%	6 030	6 253	-3,6%
Frais de gestion	(1 376)	(1 346)	+2,2%	(4 226)	(4 111)	+2,8%
Résultat brut d'exploitation	563	696	-19,1%	1 821	2 115	-13,9%
<i>Résultat brut d'exploitation hors PEL/CEL</i>	547	713	-23,3%	1 804	2 142	-15,8%
Coût net du risque	(108)	(174)	-37,9%	(383)	(522)	-26,6%
Résultat d'exploitation	455	522	-12,8%	1 438	1 593	-9,7%
Résultat net part du Groupe	310	353	-12,2%	988	1 084	-8,9%
RONE	11,0%	12,9%		12,0%	13,7%	
RONE ajusté⁽¹⁾	12,1%	12,8%		12,7%	14,1%	

(1) Corrigé de l'application d'IFRC 21, de la provision PEL/CEL et de l'ajustement du coût des couvertures

Dans la lignée du premier semestre 2017, la bonne dynamique commerciale de la Banque de détail en France se prolonge au T3-17. Elle s'accompagne d'une rentabilité solide dans un contexte de taux bas et de transformation.

Activité et produit net bancaire

Les trois enseignes de la Banque de détail en France, Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama, poursuivent leur développement commercial, en particulier sur les relais de croissance.

Sur le segment des particuliers, Boursorama maintient une dynamique d'acquisition clients très soutenue sur 9M-17 (progression de +28% par rapport aux 9M-16) et conforte sa position de leader sur la banque en ligne en France, avec près de 1,2 million de clients à fin septembre 2017. Au global, la Banque de détail en France compte désormais 11,6 millions de clients particuliers à fin septembre 2017.

Sur le segment des entreprises, la Banque de détail en France est entrée en relation avec plus de 3 500 nouvelles entreprises sur les neuf premiers mois de l'année (+4% par rapport aux 9M-16), grâce aux différentes initiatives notamment SG Entrepreneurs dont l'objectif est de proposer une gamme complète de produits et services aux entrepreneurs.

Enfin, sur le segment des professionnels, les entrées en relation restent dynamiques (hausse de +2% aux 9M-17). Dans le cadre du déploiement du nouveau modèle « Espaces Pro » sur l'ensemble du territoire, Société Générale a ouvert en septembre deux nouveaux « Espaces Pro XL » à Nice et à Lyon pour offrir plus de proximité et d'expertise à ses clients professionnels.

La production de crédits immobiliers de la Banque de détail en France ressort à 5,5 milliards d'euros en hausse de +3,3% par rapport au T3-16 et les encours de crédit à l'habitat progressent de +2,4% au T3-17. La production de crédits d'investissement aux entreprises affiche une croissance soutenue de +9,2% par rapport au T3-16 à 2,5 milliards d'euros et les encours moyens d'investissement progressent de +1,7%. Au total, les encours moyens de crédits affichent une progression de +1,4% par rapport au T3-16 à 186,4 milliards d'euros.

Les encours moyens de dépôts au bilan s'établissent à 197,4 milliards d'euros à fin septembre 2017, en progression de +5,7% tirés par la forte croissance des dépôts à vue (+16,2%), en particulier sur le segment des Entreprises. Le ratio crédits sur dépôts moyens s'établit ainsi à 94% à fin septembre 2017 (contre 100% en moyenne en 2016).

Les relais de croissance de la Banque de détail en France sont également bien orientés avec une hausse des actifs sous gestion de la Banque Privée en France de 6,2% par rapport à T3-16 et des encours d'assurance vie en croissance de 1,6% à 92 milliards d'euros.

Le produit net bancaire (après neutralisation de l'impact des provisions PEL/CEL) s'établit à 1 923 millions d'euros, en retrait de -6,6%. Dans un contexte de taux bas, de hausse des remboursements anticipés et d'un volume de renégociations de prêts significatif sur l'exercice 2017, le Groupe a réalisé

au T3-17 une opération d'ajustement des couvertures de ses crédits immobiliers sur les millésimes concernés par les remboursements anticipés et les renégociations, le montant des actifs couverts étant devenu inférieur à l'enveloppe des swaps de couverture. Cette opération qui entraînera des impacts positifs sur plusieurs années, à partir de 2018, se traduit par une perte de -88 millions d'euros au T3-17 en produit net bancaire.

En excluant cette opération, le produit net bancaire est en baisse de -2,3% par rapport au T3-16, sous l'effet principal de la contraction de la marge d'intérêt (-6,6% hors ajustement des couvertures) pénalisée par les renégociations et les remboursements anticipés de prêts immobiliers.

La bonne dynamique sur les commissions se poursuit ce trimestre avec une croissance de +4,0% au T3-17 (et +4,6% aux 9M-17), illustrant la transition vers un modèle générateur de commissions. Toujours soutenues, les activités de courtage et d'assurance vie, en particulier sur les contrats en unités de comptes, se traduisent par une forte hausse des commissions financières (+22,7% au T3-17 et +19,4% aux 9M-17). La progression reflète également la hausse de la contribution d'Antarius, suite à la prise de contrôle total de la société d'assurance. Les commissions de service demeurent robustes (-0,8% au T3 17 et +0,7% au 9M-17) en particulier sur la clientèle commerciale.

Sur les 9M-17, le produit net bancaire (après neutralisation de l'impact des provisions PEL/CEL) ressort à 6 030 millions d'euros en baisse de -3,6% (incluant l'ajustement des couvertures) conformément avec les anticipations d'un recul compris entre -3,0% et -3,5% sur l'année 2017.

Frais de gestion

Les frais de gestion de la Banque de détail en France s'établissent à -1 376 millions d'euros, en hausse de (+2,2%) par rapport au T3-16 reflétant les investissements dans la transformation digitale et les activités en croissance alors que les autres dépenses opérationnelles restent maîtrisées. Sur les 9M-17, la progression des frais de gestion ressort à +2,8%, en ligne avec les anticipations du Groupe d'une hausse comprise entre +3% et 3,5% sur l'année 2017. Dans le cadre de son plan de transformation, le Groupe a notamment fermé 18 agences en France au T3-17 (et 83 sur les neuf premiers mois de 2017).

Résultat d'exploitation

En s'inscrivant en retrait de 38% par rapport au T3-16, le coût du risque prolonge la tendance baissière des précédents trimestres, pour s'établir à un niveau bas (21 points de base vs. 36 points de base au T3-16), reflétant la qualité du portefeuille. Sur les 9M-17, la charge nette du risque décroît de -27% par rapport à l'année précédente.

Le résultat d'exploitation s'établit à 455 millions d'euros au T3-17 (522 millions d'euros au T3-16) et à 1 438 millions d'euros aux 9M-17 (1 593 millions d'euros aux 9M-16).

Résultat net part du Groupe

La Banque de détail en France enregistre un résultat net part du Groupe de 310 millions d'euros au T3-17 (353 millions d'euros au T3-16) et de 988 millions d'euros aux 9M-17 (1 084 millions d'euros aux 9M-16).

Retraités de l'ajustement des couvertures, de la charge d'IFRIC 21 et de la provision PEL/CEL, la rentabilité du pôle reste solide, avec un RONE de 12,1% au T3-17 (vs. 12,8% au T3-16) et de 12,7% aux 9M-17 (14,1% aux 9M-16).

4. BANQUE DE DÉTAIL ET SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Au T3-17, le produit net bancaire du pôle s'élève à 1 988 millions d'euros, en progression de +3,8% par rapport au T3-16, porté par la croissance de l'activité dans l'ensemble des régions et des métiers. Les frais de gestion augmentent de +4,0% sur la période, conformément à la politique d'investissements. Le résultat brut d'exploitation du trimestre s'établit ainsi à 916 millions d'euros (+3,6% par rapport au T3-16). Le coût du risque continue de s'améliorer, atteignant -111 millions d'euros (-46,4% par rapport au T3-16). Au global, le Pôle dégage au T3-17 un résultat net part du Groupe de 500 millions d'euros, en hausse de +9,4% par rapport au T3-16.

Sur les 9M-17, les revenus s'élèvent à 5 975 millions d'euros, en hausse de +6,1% par rapport aux 9M-16, le résultat d'exploitation s'établit à 2 388 millions d'euros (+31,3% par rapport aux 9M-16) et le résultat net part du Groupe ressort à 1,5 milliard d'euros (+25,8%).

En M EUR	T3-17	T3-16	Variation		9M-17	9M-16	Variation	
Produit net bancaire	1 988	1 915	+3,8%	+5,2%*	5 975	5 631	+6,1%	+5,2%*
Frais de gestion	(1 072)	(1 031)	+4,0%	+6,3%*	(3 306)	(3 202)	+3,2%	+2,3%*
Résultat brut d'exploitation	916	884	+3,6%	+4,0%*	2 669	2 429	+9,9%	+8,9%*
Coût net du risque	(111)	(207)	-46,4%	-45,2%*	(281)	(610)	-53,9%	-58,7%*
Résultat d'exploitation	805	677	+18,9%	+19,1%*	2 388	1 819	+31,3%	+32,3%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	46	n/s	n/s	33	59	-44,1%	-48,4%*
Résultat net part du Groupe	500	457	+9,4%	+16,5%*	1 501	1 193	+25,8%	+30,5%*
RONE	18,0%	16,8%			17,9%	15,0%		
RONE ajusté⁽¹⁾	17,4%	16,2%			18,3%	15,2%		

(1) Corrigé de l'application d'IFRIC 21

Banque de détail à l'International

A fin septembre 2017, les encours de crédits de la Banque de détail à l'International progressent de +4,8% (+7,9%*) par rapport au T3-16, pour s'établir à 86,2 milliards d'euros ; la hausse est particulièrement soutenue en Europe, notamment sur le segment des particuliers. La collecte des dépôts demeure élevée dans la quasi-totalité des implantations internationales ; les encours de dépôts s'établissent en effet à 77,7 milliards d'euros à fin septembre 2017, en hausse de +4,9% (+9,0%*) sur un an.

Après ajustement des effets périmètre (cessions de Splitska Banka en Croatie et de Bank Republic en Géorgie), la performance financière de la Banque de détail à l'International progresse significativement, dans la continuité des trimestres précédents. Les revenus sont en hausse de +2,7% par rapport au T3-16 (+6,7%*), soutenus par le bon dynamisme commercial, tandis que la hausse des frais de gestion de +0,9% (+4,7%*) reflète les investissements dans des activités en forte croissance. Le résultat brut d'exploitation ressort à 564 millions d'euros, en hausse de +5,0% (+9,5%*) par rapport au T3-16. La Banque de détail à l'International affiche un résultat net part du Groupe de 278 millions d'euros au T3-17, +31,1% par rapport au T3-16, grâce notamment à la baisse du coût du risque (-51,5% par rapport au T3-16).

Sur les 9M-17, le produit net bancaire de la Banque de détail à l'International s'élève à 3 893 millions d'euros, en hausse de +4,2% (+5,5%*) par rapport aux 9M-16, et le résultat net part du Groupe ressort à 749 millions d'euros contre 529 millions d'euros aux 9M-16 (+41,6%).

En Europe de l'Ouest, les encours de crédits sont en hausse de +14,4%* par rapport au T3-16, à 17,4 milliards d'euros et se traduisent par une progression des revenus de +8,2%. Au T3-17 la région affiche un produit net bancaire de 198 millions d'euros et un résultat brut d'exploitation de 105 millions d'euros, en hausse de 18,0%. Le résultat net part du Groupe ressort à 53 millions d'euros, en hausse de +35,9% par rapport au T3-16.

En République tchèque, la dynamique commerciale se maintient sur le trimestre. Les encours de crédits progressent de +10,5% (+6,2%*), tirés par le crédit à l'habitat et le crédit à la consommation. Les encours de dépôts augmentent sur un an de +13,8% (+9,4%*). Les revenus, à 258 millions d'euros sur le trimestre sont en légère hausse de +0,4% (-3,1%*), compte tenu de la persistance de l'environnement de taux bas. Sur la même période, les frais de gestion sont en hausse de +8,1%

(+4,3%*) à -134 millions d'euros, en raison d'une augmentation des frais de personnel dans un environnement de plein emploi. La contribution au résultat net part du Groupe s'élève à 57 millions d'euros (-14,9% par rapport au T3-16, où le résultat net avait bénéficié de la plus-value de cession d'une filiale de services de paiement).

En Roumanie, dans un environnement économique porteur mais sur un secteur bancaire très concurrentiel, la franchise se renforce avec une croissance des encours de crédits de +4,9% (+8,3%*) et une augmentation des dépôts de +1,4% (+4,7%*). Les encours de crédits s'établissent à 6,7 milliards d'euros, en raison notamment de la croissance sur les segments des particuliers et des grandes entreprises, et les dépôts s'établissent à 9,3 milliards d'euros. Dans ce contexte, le produit net bancaire progresse de +5,3% (+8,0%*). Les frais de gestion sont en hausse de +2,5% (+5,1%*), compte tenu des investissements dans la transformation du réseau. Concernant le coût du risque, le trimestre est de nouveau marqué par des reprises de provisions, qui conduisent à une charge nette du risque négative de +10 millions d'euros. Le groupe BRD affiche ainsi un résultat net part du Groupe de 31 millions d'euros ; il était de 16 millions d'euros au T3-16.

Dans les autres pays d'Europe, les encours de crédits sont en baisse de -15,2% et les dépôts sont en baisse de -19,1% par rapport au T3-16, en raison des cessions de Splitska Banka et de Bank Republic. A périmètre et change constants les encours de crédits et les encours de dépôts sont en hausse respectivement de +8,3%* et de +9,5%*. Au T3-17, les revenus progressent de +3,1%* à périmètre et change constants (-22,4% en données courantes), et les frais de gestion sont en baisse de -1,0%* (-24,4% en données courantes), grâce à la maîtrise des coûts sur l'ensemble des pays de la zone. Le résultat net part du Groupe ressort à 35 millions d'euros (38 millions au T3-16), la baisse du coût du risque de -36,0% compensant en grande partie la baisse du résultat brut d'exploitation suite à la cession de Splitska Banka. Au total, à périmètre et change constant, le résultat net part du Groupe de la zone est en hausse de +32,8%*.

En Russie, dans un contexte de stabilisation de l'environnement économique, le développement de l'activité sur le segment des particuliers se consolide. Les encours de crédits sont en hausse de 6,3% (+4,5%*) tirés à la fois par les crédits aux entreprises (+2,1%*) et par l'activité de crédit aux particuliers (+6,2%*). Les encours de dépôts sont en forte hausse de +15,8% (+15,7%*), à la fois sur les particuliers et les entreprises, contribuant à l'amélioration du coût de financement des entités du Groupe en Russie. Sur le troisième trimestre de l'année, le produit net bancaire de l'ensemble SG Russie⁽¹⁾ s'élève à 205 millions d'euros, en hausse de +18,0% (+13,3%*). Les frais de gestion sont maîtrisés à -141 millions d'euros, +7,0% (+2,8%*) et le coût du risque est en forte baisse à -11 millions d'euros, -77,8% par rapport au T3-16. Au total, SG Russie affiche une contribution positive au résultat net part du Groupe de 38 millions d'euros au T3-17 (correspondant à un RONE de 13%). Au T3-16, SG Russie avait un résultat net de 7 millions d'euros.

En Afrique et dans les autres zones d'implantations du Groupe, les encours de crédits sont en progression de +2,4% (+5,6%* par rapport au T3-16) à 18,9 milliards d'euros, avec une bonne dynamique commerciale dans la plupart des implantations africaines. Les encours de dépôts sont en progression de +4,6% (+7,8%*) à 19,0 milliards d'euros. Le produit net bancaire s'établit à 377 millions d'euros au T3-17, en hausse par rapport au T3-16 (+6,5%, +10,3%*). Sur la même période les frais de gestion progressent de +8,1% (+11,6%*), accompagnant le développement des métiers sur la zone. La contribution au résultat net part du Groupe ressort à 71 millions d'euros au T3-17, en hausse de +29,1% par rapport au T3-16.

Assurances

Au T3-17 l'activité d'assurance vie-épargne affiche une augmentation des encours de +16,5% par rapport au T3-16, reflétant l'intégration des encours d'assurance-vie d'Antarius.

La croissance des activités Prévoyance (primes +9,8% par rapport au T3-16) se poursuit. De même, l'Assurance Dommages continue sa progression (primes +10,5% par rapport au T3-16), avec de fortes croissances à l'international (+23,2% par rapport au T3-16), tirées par l'assurance automobile et l'assurance habitation.

L'activité Assurances réalise une bonne performance financière sur le T3-17 avec une hausse du produit net bancaire de +14,5% par rapport au T3-16, à 253 millions d'euros (+8,2%* à périmètre et

⁽¹⁾ SG Russia regroupe les entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD Automotive et leurs filiales consolidées

change constants), et le maintien d'un coefficient d'exploitation bas (35,2% au T3-17). La contribution au résultat net part du Groupe s'inscrit en hausse de +11,5% au T3-17 à 107 millions d'euros.

Services Financiers aux Entreprises

Les Services Financiers aux Entreprises ont maintenu leur dynamisme commercial au troisième trimestre 2017.

Le métier de location longue durée et gestion de flottes de véhicules affiche encore ce trimestre une hausse soutenue de sa flotte (+9,8%).

Les activités de Financement de biens d'équipement professionnel enregistrent au T3-17 un bon niveau de production, en augmentation de +1,4% (+2,7%*) par rapport au T3-16. Les encours de crédits sont en hausse de +3,2% (+4,7%*) par rapport au T3-16, à 16,8 milliards d'euros (hors affacturage), dans un environnement très concurrentiel pesant sur les marges à la production.

Le produit net bancaire des Services Financiers aux Entreprises progresse au T3-17 de +1,4% à 426 millions d'euros (-1,1%*). Les frais de gestion sont en hausse sur la période à -218 millions d'euros (+14,1%, 12,5%*, par rapport au T3-16), du fait des investissements opérationnels et technologiques liés au développement des activités. La contribution au résultat net part du Groupe est de 130 millions d'euros, en baisse de -17,2% par rapport au T3-16, suite à la cession de 20,18% du capital d'ALD dans le cadre de son introduction en bourse.

Au titre des 9M-17, le produit net bancaire des Services Financiers aux Entreprises ressort à 1 334 millions d'euros (+9,1%, +3,9%*, par rapport aux 9M-16), et le résultat net s'établit à 459 millions d'euros (+6,0% par rapport aux 9M-16).

5. BANQUE DE GRANDE CLIENTÈLE ET SOLUTIONS INVESTISSEURS

En M EUR	T3-17	T3-16	Variation		9M-17	9M-16	Variation	
Produit net bancaire	1 955	2 292	-14,7%	-12,2%*	6 770	7 084	-4,4%	-3,4%*
Frais de gestion	(1 567)	(1 666)	-5,9%	-3,2%*	(5 216)	(5 136)	+1,6%	+2,6%*
Résultat brut d'exploitation	388	626	-38,0%	-36,2%*	1 554	1 948	-20,2%	-18,9%*
Coût net du risque	8	(36)	n/s	n/s	(16)	(282)	-94,3%	-94,3%*
Résultat d'exploitation	396	590	-32,9%	-30,9%*	1 538	1 666	-7,7%	-6,0%*
Résultat net part du Groupe	316	469	-32,6%	-30,7%*	1 198	1 371	-12,6%	-11,1%*
RONE	8,7%	12,4%			11,0%	11,9%		
RONE ajusté⁽¹⁾	7,0%	11,2%			11,5%	10,4%		

(1) Corrigé de l'application d'IFRIC 21

Avec un produit net bancaire de 1 955 millions d'euros au T3-17, la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre un recul de ses revenus de -14,7% au T3-17 par rapport au T3-16 (2 292 millions d'euros), qui bénéficiait d'un bon niveau d'activité.

Sur les 9M-17, le produit net bancaire du pôle s'élève à 6 770 millions d'euros, en baisse de -4,4% par rapport aux 9M-16.

Activités de Marché et Services aux Investisseurs

Au T3-17, le produit net bancaire des **Activités de Marché et Services aux Investisseurs** s'inscrit à 1 160 millions d'euros, en baisse de -20,7% par rapport au T3-16 et en recul de -4,9% par rapport aux 9M-16 à 4 334 millions d'euros. Les premiers signes de ralentissement observés au deuxième trimestre se sont amplifiés, avec un mois d'août extrêmement peu actif et un rebond tardif en fin de trimestre. Si les marchés mondiaux ont poursuivi leur tendance à la hausse, le troisième trimestre a avant tout été marqué par un attentisme de la part des investisseurs, en lien avec une volatilité historiquement basse.

A 496 millions d'euros sur le T3-17 (1 859 millions d'euros aux 9M-17), le produit net bancaire des activités **Taux, Crédit, Changes et Matières Premières** est en recul de -27,8% par rapport au T3-16 et de -7,3% par rapport aux 9M-16, dans un marché peu actif, marqué par un environnement de faible volatilité et à une moindre activité des investisseurs. Dans ce contexte, les produits structurés enregistrent une bonne performance, confirmant le succès du développement de notre franchise structurée cross-asset. A l'inverse, les revenus de flux sont en recul sur l'ensemble des sous-jacents, notamment sur les Taux, impactés par la faible volatilité, et sur le Crédit, qui souffre de spreads très resserrés.

Le produit net bancaire des métiers **Actions et Prime Services** s'inscrit en baisse de -19,3% par rapport au T3-16 et de -5% par rapport aux 9M-16.

Les activités **Actions** présentent un produit net bancaire au T3-17 de 359 millions d'euros en recul de -25,5% par rapport au T3-16, et de 1 470 millions d'euros aux 9M-17 (-7,5% par rapport aux 9M-16). Impactés par une volatilité historiquement basse, les revenus sur les produits structurés chutent ce trimestre, malgré une activité commerciale résiliente. L'activité sur les produits de flux est dans ce contexte elle aussi réduite, notamment sur les dérivés de flux. Le Groupe conserve néanmoins sa position de leader sur ce segment (n°2 mondial sur la base des volumes Euronext Global).

Le produit net bancaire des activités de **Prime Services** s'élève à 139 millions d'euros au T3-17, en hausse de 3,0% par rapport au T3-16 et à 491 millions d'euros aux 9M-17 (+4,0% par rapport aux 9M-16). Le métier poursuit activement le développement de ses franchises.

Les actifs en conservation du **Métier Titres** atteignent 3 955 milliards d'euros à fin septembre 2017, en retrait de -2,0% sur un an. Sur la même période, les actifs administrés sont en hausse de +9,9% à 654 milliards d'euros. Sur le T3-17, les revenus du Métier Titres sont en hausse de +4,4% par rapport au T3-16 à 166 millions d'euros (et de +5,1% par rapport aux neuf premiers mois de 2016). Le métier

enregistre une hausse de ses commissions, notamment sur l'activité de conservation et de règlement / livraison, et bénéficie d'un environnement de taux moins défavorable.

Financement et Conseil

Le produit net bancaire des métiers de **Financement et Conseil** ressort à 569 millions d'euros, stable par rapport au T3-16 (-0,7%) et à 1 693 millions d'euros aux 9M-17 (-5,0% par rapport aux 9M-16). Les revenus sont en progression sur le pôle Financement d'Actifs, qui bénéficie d'une bonne activité commerciale avec des volumes en hausse, ainsi que sur le pôle Marché de Capitaux, qui continue sur la bonne dynamique des trimestres précédents, soutenu notamment par la très bonne performance des métiers de titrisation et de financement à effet de levier. Malgré un bon dynamisme commercial, reflété dans des volumes d'origination en hausse par rapport à l'an dernier, le pôle Ressources Naturelles continue de pâtir d'un marché des commodities particulièrement peu actif.

Gestion d'Actifs et Banque Privée

Le produit net bancaire de la ligne-métier **Gestion d'Actifs et Banque Privée** s'établit à 226 millions d'euros au T3-17, en recul de -11,7% par rapport au T3-16. Sur les 9M-17, le produit net bancaire est stable à 743 millions d'euros (-0,4% par rapport aux 9M-16).

Les actifs sous gestion de la **Banque Privée** atteignent 119 milliards d'euros à fin septembre 2017. Tirés par une collecte positive au T3-17, les actifs sous gestion sont en hausse de +2,6% par rapport à fin décembre 2016. Le produit net bancaire est en recul de -14,9% par rapport au T3-16, à 177 millions d'euros, et de -3,1% par rapport aux 9M-16, à 589 millions d'euros.

Les actifs sous gestion de **Lyxor** ressortent à 110 milliards d'euros (+3,8% comparé à fin décembre 2016), soutenus par une bonne collecte. Lyxor conserve sa position de n°2 en Europe sur les ETF avec une part de marché de 10,3% (source ETFGI). Sur le T3-17, le produit net bancaire s'élève à 45 millions d'euros, (+7,1% par rapport au T3-16) et à 140 millions d'euros (+19,7% par rapport aux 9M-16), portés par un très bon dynamisme commercial sur les ETF.

Frais de gestion

Les frais de gestion de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs sont en recul de -5,9% au T3-17 par rapport au T3-16. Sur les 9M-17, ils sont en hausse de +1,6% en raison d'un effet de base lié au remboursement d'une partie de l'amende Euribor⁽²⁾ au premier trimestre 2016. Retraité de cet effet, les frais de gestion sont en baisse de -2,6% par rapport aux 9M-16, traduisant les efforts de maîtrise de coûts engagés au travers du plan de transformation 2015-2017. Ils permettent de plus que compenser la hausse des contraintes réglementaires. Le coefficient d'exploitation s'établit à 77,0% sur 9M-17.

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 388 millions d'euros, en recul de -38% par rapport au T3-16, et à 1 554 millions d'euros, en recul de -20,2% par rapport aux 9M-16.

Le coût du risque se maintient à un niveau très bas pour le quatrième trimestre d'affilée, avec une reprise nette de +8 millions d'euros au T3-17, en amélioration par rapport à -36 millions d'euros au T3-16. Sur les 9M-17, le coût du risque est de -16 millions d'euros (-282 millions d'euros aux 9M-16).

Au total, le pôle enregistre un résultat d'exploitation de 396 millions d'euros au T3-17 en recul de -32,9% par rapport au T3-16, et de 1 538 millions d'euros aux 9M-17 en recul de -7,7% par rapport aux 9M-16.

Résultat net

Au T3-17, la contribution du pôle au résultat net part du Groupe s'élève à 316 millions d'euros (-32,6% par rapport au T3-16) et à 1 198 millions d'euros aux 9M-17. Retraité de l'effet de la norme IFRIC 21, le RONE du pôle s'établit à 11,5% aux 9M-17 (11,0% en données brutes).

(2) Remboursement partiel de l'amende Euribor au T1-16 de 218 M EUR

6. HORS PÔLES

En M EUR	T3-17	T3-16	9M-17	9M-16
Produit net bancaire	76	(239)	(1 161)	228
<i>Produit net bancaire⁽¹⁾</i>	23	(2)	(1 015)	532
Frais de gestion	14	27	(66)	30
Résultat brut d'exploitation	90	(212)	(1 227)	258
<i>Résultat brut d'exploitation⁽¹⁾</i>	37	25	(1 081)	562
Coût net du risque	(301)	0	(200)	(191)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	72	(15)	279	(26)
Résultat net part du Groupe	(194)	(180)	(950)	(164)
<i>Résultat net part du Groupe⁽¹⁾</i>	(232)	(25)	(846)	35

(1) Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre

Le Hors Pôles inclut :

- la gestion immobilière du siège social du Groupe,
- le portefeuille de participations du Groupe,
- les fonctions de centrale financière du Groupe,
- certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés aux métiers.

Le produit net bancaire du Hors Pôles s'élève à 76 millions d'euros au T3-17 (-239 millions d'euros au T3-16), et à 23 millions d'euros hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (-2 millions au T3-16).

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 90 millions d'euros au T3-17 contre -212 millions d'euros au T3-16. Retraité de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, le résultat brut d'exploitation s'élève à 37 millions d'euros au T3-17 (contre 25 millions d'euros au T3-16). Retraité de ces éléments non économiques ainsi que des éléments exceptionnels des trimestres précédents de 2017 et 2016, le résultat brut d'exploitation s'élève à -118 millions d'euros sur les 9M-17 contre -163 millions d'euros sur les 9M-16. Pour l'ensemble de l'année 2017, le résultat brut d'exploitation du Hors Pôles, hors éléments non économiques et éléments exceptionnels devrait s'établir au dessus de -500 millions d'euros.

Le coût net du risque s'élève à -301 millions d'euros et intègre une dotation complémentaire à la provision pour litiges de 300 millions d'euros.

Le poste « gains ou pertes sur autres actifs » s'élève à 72 millions d'euros au T3-17 et est principalement composé de la plus-value de cession de SG Fortune pour 74 millions d'euros avant prise en compte de l'effet impôt.

La contribution au résultat net part du Groupe du Hors Pôles est de -194 millions d'euros au T3-17 (-950 millions d'euros aux 9M-17), contre -180 millions d'euros au T3-16 (-164 millions d'euros aux 9M-16). Retraité de l'incidence de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, la contribution au résultat net part du Groupe du Hors Pôles est de -232 millions d'euros au T3-17 (-846 millions d'euros aux 9M-17) contre -25 millions d'euros au T3-16 (35 millions d'euros aux 9M-16).

7. CONCLUSION

Sur le troisième trimestre 2017, Société Générale dégage un résultat net part du Groupe hors éléments non économiques de 894 millions d'euros. Sur les neuf premiers mois de l'année, le résultat net part du Groupe sous-jacent progresse de 16,9% à 3 616 millions d'euros.

Ces résultats reflètent la bonne performance des activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux dont la dynamique commerciale s'est poursuivie sur l'ensemble des métiers. La Banque de détail en France réalise une performance solide en dépit de l'ajustement des couvertures et confirme ses objectifs d'évolution des revenus et de coûts sur 2017. Dans un environnement de volatilité historiquement bas, les activités de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs sont affectées par le repli des Activités de Marché.

Par ailleurs, la baisse sensible de la charge nette du risque (hors provision pour litiges) illustre la volonté du Groupe de maintenir une stricte politique de gestion des risques.

Société Générale présentera son plan stratégique le 28 novembre prochain.

8. CALENDRIER FINANCIER 2017-2018

Calendrier de communication financière 2017-2018

28 novembre 2017	Présentation du plan stratégique – Investor Day
8 février 2018	Résultats du quatrième trimestre et de l'année 2017
4 mai 2018	Résultats du premier trimestre 2018
2 août 2018	Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2018
8 novembre 2018	Résultats du troisième trimestre 2018

Les Indicateurs Alternatifs de Performance, notamment les notions de Produit net bancaire des piliers, Frais de gestion, ajustement d'IFRIC 21, coût du risque (commercial) en points de base, ROE, RONE, Actif net, Actif net tangible, BNPA hors éléments non économiques, et les montants servant de base aux différents retraitements effectués (en particulier le passage des données comptables aux données sous-jacentes) sont présentés dans les notes méthodologiques, ainsi que les principes de présentation des ratios prudentiels.

Ce document comporte des éléments de projection relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale.

Ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment l'application de principes et de méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait entraîner des résultats significativement différents de ceux projetés dans cette présentation.

Par conséquent, bien que Société Générale estime qu'ils reposent sur des hypothèses raisonnables, ces éléments de projection sont soumis à de nombreux risques et incertitudes, notamment des sujets dont le Groupe ou sa direction n'ont pas encore connaissance ou actuellement jugés non significatifs, et rien ne garantit que les événements anticipés se matérialiseront ou que les objectifs mentionnés seront atteints. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner une différence marquée entre les résultats réels et les résultats anticipés dans les éléments de projection comprennent, entre autres, les tendances de l'activité économique en général et celles des marchés de Société Générale en particulier, les changements réglementaires et prudentiels et le succès des initiatives stratégiques, opérationnelles et financières de Société Générale.

Des informations détaillées sur les risques potentiels susceptibles d'affecter les résultats financiers de Société Générale sont consultables dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Il est recommandé aux investisseurs de tenir compte des facteurs d'incertitudes et de risque susceptibles d'affecter les opérations du Groupe lorsqu'ils examinent les informations contenues dans les éléments de projection. Au-delà des obligations légales en vigueur, Société Générale ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ses éléments de projection. Sauf mention contraire, les sources des classements et des positions de marché sont internes.

9. ANNEXE 1 : DONNÉES CHIFFRÉES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)

En M EUR	9M-17	9M-16	Variation		T3-17	T3-16	Variation	
Produit net bancaire	17 631	19 169	-8,0%	-8,2%*	5 958	6 010	-0,9%	+0,5%*
Frais de gestion	(12 814)	(12 419)	+3,2%	+3,4%*	(4 001)	(4 016)	-0,4%	+1,5%*
Résultat brut d'exploitation	4 817	6 750	-28,6%	-29,5%*	1 957	1 994	-1,9%	-1,4%*
Coût net du risque	(880)	(1 605)	-45,2%	-47,0%*	(512)	(417)	+22,8%	+24,6%*
Résultat d'exploitation	3 937	5 145	-23,5%	-24,0%*	1 445	1 577	-8,4%	-8,3%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	317	50	x 6,3	x 6,2	72	62	+16,1%	+16,5%*
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	86	101	-14,9%	+17,0%*	36	33	+9,1%	+77,2%*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	1	0	n/s	n/s	0	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(1 150)	(1 461)	-21,3%	-22,0%*	(459)	(450)	+2,0%	+2,2%*
Résultat net	3 191	3 835	-16,8%	-16,5%*	1 094	1 222	-10,5%	-9,5%*
Dont participations ne donnant pas le contrôle	454	351	+29,3%	+20,5%*	162	123	+31,7%	+10,0%*
Résultat net part du Groupe	2 737	3 484	-21,4%	-20,3%*	932	1 099	-15,2%	-11,7%*
Ratio Tier 1 fin de période	14,3%	14,3%			14,3%	14,3%		

* A périmètre et taux de change constants

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPÔT PAR METIER

(en millions d'euros)

En M EUR	9M-17	9M-16	Variation	T3-17	T3-16	Variation
Banque de détail en France	988	1 084	-8,9%	310	353	-12,2%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	1 501	1 193	+25,8%	500	457	+9,4%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	1 198	1 371	-12,6%	316	469	-32,6%
Total Métiers	3 687	3 648	+1,1%	1 126	1 279	-12,0%
Hors Pôles	(950)	(164)	n/s	(194)	(180)	-7,8%
Groupe	2 737	3 484	-21,4%	932	1 099	-15,2%

BILAN CONSOLIDÉ

Actif - en Md EUR	30.09.2017	31.12.2016
Caisse, banques centrales	96,6	96,2
Actifs financiers à la juste valeur	490,1	514,7
Instruments dérivés de couverture	14,5	18,1
Actifs financiers disponibles à la vente	141,6	139,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	67,2	59,5
Prêts et créances sur la clientèle	412,2	426,5
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,7	1,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3,5	3,9
Actifs d'impôts	6,2	6,4
Autres actifs	77,2	84,8
Actifs non courants destinés à être cédés	0,0	4,3
Participations dans les sociétés mises en équivalence	0,8	1,1
Immobilisations corporelles et incorporelles	23,2	21,8
Ecarts d'acquisition	4,9	4,5
Total	1 338,7	1 382,2

Passif - en Md EUR	30.09.2017	31.12.2016
Banques centrales	10,9	5,2
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	427,6	455,6
Instruments dérivés de couverture	7,0	9,6
Dettes envers les établissements de crédit	87,6	82,6
Dettes envers la clientèle	396,7	421,0
Dettes représentées par un titre	99,0	102,2
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6,5	8,5
Passifs d'impôts	1,7	1,4
Autres passifs	87,1	94,2
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,0	3,6
Provisions techniques des entreprises d'assurance	130,4	112,8
Provisions	5,5	5,7
Dettes subordonnées	13,8	14,1
Capitaux propres part du Groupe	60,3	62,0
Participations ne donnant pas le contrôle	4,5	3,8
Total	1 338,7	1 382,2

NB. Prêts et créances sur la clientèle, y compris Opérations de location-financement et assimilées.

10. NOTES MÉTHODOLOGIQUES

1 – Les résultats consolidés du Groupe au 30 septembre 2017 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 2 novembre 2017.

Les éléments financiers présentés au titre du trimestre et des neuf premiers mois de l'année s'achevant le 30 septembre 2017 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date, et n'ont pas été audités.

2 – Produit net bancaire

Le produit net bancaire des piliers est défini en page 44 du Document de référence 2017 de Société Générale. Les termes « Revenus » ou « Produit net bancaire » sont utilisés indifféremment. Ils donnent une mesure normalisée des produits nets bancaires de chaque pilier tenant compte des capitaux propres normatifs mobilisés pour son activité.

3- Frais de gestion

Les **Frais de gestion** correspondent aux « Charges Générales d'exploitation » telles que présentées dans les notes 5 et 8.2 aux États financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2016 (pages 381 et s. et page 401 du Document de référence 2017 de Société Générale). Le terme « coûts » est également utilisé pour faire référence aux Charges générales d'exploitation.

Le **Coefficient d'exploitation** est défini en page 44 du Document de référence 2017 de Société Générale.

4 – Ajustement IFRIC 21

L'**ajustement IFRIC 21** corrige le résultat des charges constatées en comptabilité dans leur intégralité dès leur exigibilité (fait générateur) pour ne reconnaître que la part relative au trimestre en cours, soit un quart du total. Il consiste à lisser la charge ainsi constatée sur l'exercice afin de donner une idée plus économique des coûts réellement imputables à l'activité sur la période analysée.

Les corrections apportées à ce titre aux frais de gestion pour les différents pôles et le Groupe pour les neuf premiers mois de l'année 2017 sont rappelées ci-dessous :

En M EUR	Banque de détail en France		Banque de détail et Services Financiers Internationaux		Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs		Hors Pôles		Groupe	
	9M-17	9M-16	9M-17	9M-16	9M-17	9M-16	9M-17	9M-16	9M-17	9M-16
Total IFRIC 21 - Frais de gestion	(103)	(85)	(136)	(126)	(349)	(261)	(39)	(49)	(626)	(523)
<i>dont Fonds de Résolution</i>	<i>(55)</i>	<i>(34)</i>	<i>(52)</i>	<i>(34)</i>	<i>(263)</i>	<i>(160)</i>	<i>10</i>	<i>(5)</i>	<i>(360)</i>	<i>(232)</i>

5 – Retraitements et autres éléments notables de la période – Passage des éléments comptables aux éléments sous-jacents

Les éléments non économiques correspondent à la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et à l'ajustement de valeur lié au risque de crédit propre sur instruments dérivés (DVA). Ces deux facteurs constituent les éléments non économiques retraités dans les analyses des résultats du Groupe. Ils conduisent à constater un résultat sur soi-même reflétant l'évaluation par le marché du risque de contrepartie sur le Groupe. Ils sont également retraités du résultat du Groupe pour les calculs de ratios prudentiels.

Par ailleurs, le Groupe retraite des revenus et résultats du pilier de Banque de détail en France les dotations ou reprises aux provisions PEL/CEL. Cet ajustement permet de mieux identifier les revenus et résultats relatifs à l'activité du pilier, en excluant la part volatile liée aux engagements propres à l'épargne réglementée.

Ces éléments, ainsi que les autres éléments faisant l'objet d'un retraitement ponctuel ou récurrent (éléments exceptionnels), sont détaillés ci-après, étant précisé que, dans le tableau ci-après, les éléments frappés d'un astérisque (*) sont les éléments non économiques et que les éléments frappés de deux astérisques (**) sont les éléments exceptionnels.

La réconciliation permettant de passer des données comptables aux données sous-jacentes est exposée ci-dessous :

En MEUR	T3-17	T3-16	Variation	9M-17	9M-16	Variation
Produit net bancaire	5 958	6 010	-0,9%	17 631	19 169	-8,0%
<i>Réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre*</i>	53	(237)		(146)	(304)	
<i>DVA*</i>	(0)	(4)		(6)	(3)	
<i>Plus-value de cession Visa**</i>					725	
<i>Accord transactionnel avec LIA**</i>				(963)		
<i>Ajustement des couvertures**</i>	(88)			(88)		
Produit net bancaire sous-jacent	5 993	6 251	-4,1%	18 834	18 751	+0,4%
Frais de gestion	(4 001)	(4 016)	-0,4%	(12 814)	(12 419)	+3,2%
<i>Linéarisation IFRIC 21</i>	(157)	(131)		157	131	
<i>Amende Euribor**</i>					218	
Frais de gestion sous-jacents	(4 158)	(4 147)	+0,3%	(12 657)	(12 506)	+1,2%
Charge nette du risque	(512)	(417)	+22,8%	(880)	(1 605)	-45,2%
<i>Provision pour litiges**</i>	(300)			(600)	(200)	
<i>Accord transactionnel avec LIA**</i>				400		
Charge nette du risque sous-jacente	(212)	(417)	-49,2%	(680)	(1 405)	-51,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	72	62	+16,1%	317	50	n/s
<i>Changement de mode de consolidation d'Antarius**</i>				203		
<i>Cession de SG Fortune**</i>	74			74		
Gains ou pertes sur autres actifs sous-jacents	(2)	62	n/s	40	50	n/s
Résultat net part du Groupe	932	1 099	-15,2%	2 737	3 484	-21,4%
<i>Effet en Résultat net part du Groupe des éléments non économiques et exceptionnels et d'IFRIC 21</i>	(147)	(69)		(879)	390	
Résultat net part du Groupe sous-jacent	1 079	1 168	-7,7%	3 616	3 094	+16,9%

* Éléments non économiques

** Éléments exceptionnels

6 – Coût du risque en points de base, taux de couverture des encours douteux

Le coût net du risque ou coût net du risque commercial est défini en pages 46 et 528 du Document de référence 2017 de Société Générale. Cet indicateur permet d'apprécier le niveau de risque de chacun des piliers en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux, y compris locations simples.

	(En M EUR)	T3-17	T3-16	9M-17	9M-16
Banque de détail en France	Coût net du risque	104	172	389	495
	Encours bruts de crédits	195 243	189 232	191 061	188 244
	Coût du risque en pb	21	36	27	35
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Coût net du risque	105	201	257	602
	Encours bruts de crédits	125 914	120 348	125 259	117 656
	Coût du risque en pb	33	67	27	68
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Coût net du risque	(7)	36	16	280
	Encours bruts de crédits	137 907	156 888	148 650	146 276
	Coût du risque en pb	(2)	9	1	26
Groupe Société Générale	Coût net du risque	201	409	662	1 367
	Encours bruts de crédits	467 995	479 068	472 862	464 323
	Coût du risque en pb	17	34	19	39

Le **taux de couverture brut des encours douteux** est déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation, sans tenir compte des éventuelles garanties apportées. Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »).

7 – ROE, RONE

La notion de ROE ainsi que la méthodologie de calcul de celui-ci sont précisées en page 47 du Document de référence 2017 de Société Générale. Cette mesure permet d'apprécier le rendement des fonds propres de Société Générale.

Le RONE (Return on Normative Equity) détermine le rendement sur capitaux propres normatifs moyens alloués aux métiers du Groupe, selon les principes présentés en page 47 du Document de référence de Société Générale.

Détermination du ROE (Return on Equity) du Groupe

Les corrections apportées aux capitaux propres comptables pour la détermination du ROE de la période sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Symétriquement, le résultat net part du Groupe retenu pour le numérateur du ratio est le résultat net part du Groupe comptable ajusté des « intérêts, nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émissions » et des « gains/pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion » (voir note méthodologique n°9).

<i>Fin de période</i>	9M-17	2016	9M-16
Capitaux propres part du Groupe	60 254	61 953	60 886
Titres super subordonnés (TSS)	(9 082)	(10 663)	(10 232)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	(272)	(297)	(372)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(154)	(171)	(178)
Gains/ Pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion	(1 082)	(1 273)	(1 493)
Provision pour dividende	(1 321)	(1 759)	(1 675)
Fonds propres ROE	48 342	47 790	46 936
Fonds propres ROE moyens	48 132	46 531	46 253

Détermination du RONE : Fonds propres alloués aux métiers (M EUR)

	T3-17	T3-16	9M-17	9M-16
Banque de détail en France	11 227	10 915	11 020	10 542
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	11 099	10 887	11 200	10 625
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	14 479	15 082	14 584	15 342

8 – L'Actif net et l'Actif net tangible sont définis dans la méthodologie, page 49 du Document de référence 2017 du Groupe (« Actif Net »). Les éléments permettant de les déterminer sont présentés ci-après.

<i>Fin de période</i>	9M-17	2016	9M-16
Capitaux propres part du Groupe	60 254	61 953	60 886
Titres super subordonnés (TSS)	(9 082)	(10 663)	(10 232)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	(272)	(297)	(372)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(154)	(171)	(178)
Valeur comptable des actions propres détenues dans le cadre des activités de trading	181	75	47
Actif Net Comptable	50 926	50 897	50 151
Ecarts d'acquisition	5 028	4 709	4 798
Actif Net Tangible	45 899	46 188	45 353
Nombre de titres retenus pour le calcul de l'ANA**	800 848	799 462	799 217
ANA** (EUR)	63,6	63,7	62,8
Actif Net Tangible par action (EUR)	57,3	57,8	56,7

** Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires émises au 30 septembre 2017, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe
Conformément à la norme IAS 33, les données historiques par action antérieures à la date de détachement d'un DPS sont retraitées du coefficient d'ajustement correspondant à l'opération.

9 – Détermination du Bénéfice Net par Action (BNPA)

Le BNPA publié par Société Générale est déterminé selon les règles définies par la norme IAS 33 (Cf. page 48 du Document de référence 2017 de Société Générale). Les corrections apportées au Résultat net part du Groupe pour la détermination du BNPA correspondent aux retraitements effectués pour la détermination du ROE. Ainsi que précisé en page 48 du Document de référence 2017 de Société Générale, le Groupe publie également un BNPA ajusté de l'incidence des éléments non-économiques présentés en note méthodologique n°5.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul est le suivant :

Nombre moyen de titres, en milliers	9M-17	2016	9M-16
Actions existantes	807 714	807 293	807 188
Déductions			
Titres en couverture des plans d'options d'achat et des actions gratuites attribuées aux salariés	4 892	4 294	4 116
Autres actions d'auto-détention et d'auto-contrôle	2 343	4 232	4 478
Nombre de Titres retenus pour le calcul du BNPA	800 478	798 768	798 594
Résultat net part du Groupe	2 737	3 874	3 484
Intérêts net d'impôt sur TSS et TSDI	(349)	(472)	(337)
Plus-values nette d'impôt sur rachats partiels	0	0	0
Résultat net part du Groupe corrigé	2 388	3 402	3 147
BNPA (en EUR)	2,98	4,26	3,94
BNPA* (en EUR)	3,12	4,55	4,19

* Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA.

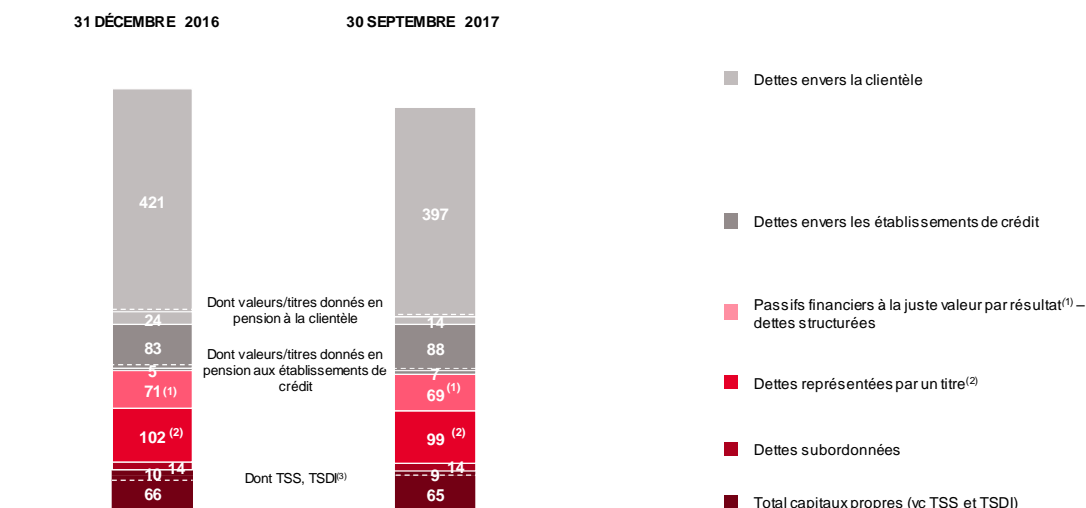
10 – Les **fonds propres Common Equity Tier 1** du Groupe Société Générale sont déterminés conformément aux règles CRR/CRD4 applicables. Les **ratios de solvabilité** non phasés sont présentés pro-forma des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Lorsqu'il est fait référence aux ratios phasés, ceux-ci n'intègrent pas les résultats de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Le ratio de levier est déterminé selon les règles CRR/CRD4 applicables intégrant les dispositions de l'acte délégué d'octobre 2014.

NB (1) En raison des règles d'arrondi, la somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté.

(2) Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de la période (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

1.2 Politique financière

1.2.1 Situation d'endettement du Groupe : actualisation des pages 60 et 61 du Document de référence 2017

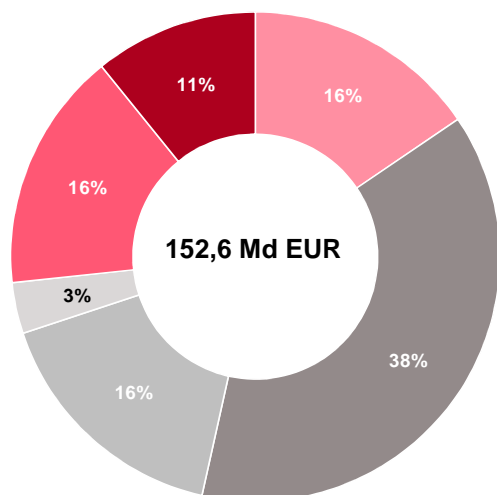


(1) Dont dettes représentées par un titre dans le portefeuille de transaction, et dettes évaluées à la juste valeur par résultat sur option. Montant des émissions non sécurisées à échéance supérieure à un an : 36,0 Md EUR à fin T3-17 et 41,7 Md EUR à fin T4-16

(2) Dont : SGSCF : (7,1 Md EUR), SGSFH : (10,8 Md EUR), CRH : (6,3 Md EUR), titrisations et autres émissions sécurisées : (4,1 Md EUR), conduits : (9,4 Md EUR) à fin septembre 2017 (respectivement à fin décembre 2016 : SGSCF : (7,6 Md EUR), SGSFH : (9,3 Md EUR), CRH : (6,6 Md EUR), titrisations : (4,9 Md EUR), conduits : (10,1 Md EUR)). Montant des émissions non sécurisées à échéance supérieure à un an : 30,4 Md EUR à fin T3-17 et 27,0 Md EUR à fin T4-16

(3) Titres Subordonnés à Durée Indéterminée. Montants nominaux hors notamment effet change, primes d'émission et intérêts courus

ENDETTEMENT LONG TERME DU GROUPE EMIS SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX AU 30.09.2017⁽¹⁾

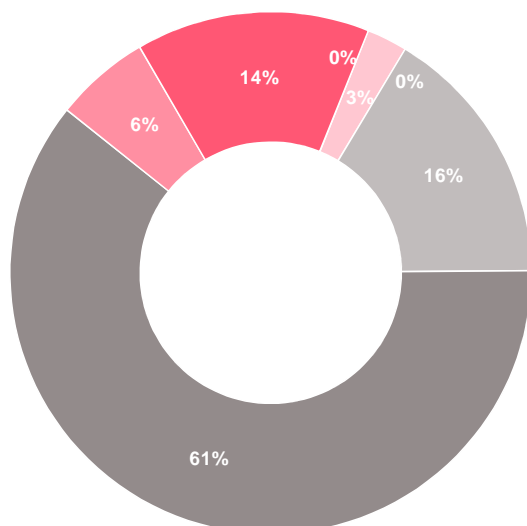


- Dettes subordonnées (incluant les dettes subordonnées à durée indéterminée)⁽²⁾
- Émissions senior structurées
- Émissions senior vanille préférées non sécurisées (incluant CD & CP > 1 an)
- Émissions senior vanille non préférées non sécurisées
- Émissions sécurisées (incluant CRH)
- Dettes émises par les filiales consolidées (dette sécurisée et non sécurisée)

(1) L'encours de titres court terme émis par le Groupe s'élevait à 39,1 Md EUR au 30.09.2017 dont 9,4 Md EUR au titre des conduits

(2) Dont 9,5 Md EUR inscrits parmi les instruments de capitaux propres en comptabilité

RÉALISATION DU PROGRAMME DE FINANCEMENT À FIN SEPTEMBRE 2017 : 25,4 Md EUR



- Dettes subordonnées
- Émissions senior vanille préférées non sécurisées
- Émissions senior vanille non préférées non sécurisées
- Émissions senior structurées
- Émissions sécurisées (incluant CRH)
- Dettes émises par les filiales consolidées (sécurisées et non sécurisées)
- Dettes subordonnées à durée indéterminée

1.3 Principaux investissements et cessions effectués – actualisation de la page 62 du Document de référence 2017

Le Groupe a poursuivi en 2017 une politique d'acquisitions et de cessions ciblées conforme à ses objectifs de recentrage et de gestion des ressources rares.

Métier	Description des investissements
Année 2017	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de BBVA Autorenting (location longue durée de véhicules en Espagne).
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de Merrion Fleet (location longue durée de véhicules en Irlande).
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de 50% et prise de contrôle total d'Antarius (assurance-vie en France).
Année 2016	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition du groupe Parcours (location longue durée de véhicules en France).
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Acquisition du groupe Kleinwort Benson (banque privée au Royaume-Uni et Îles anglo-normandes).
Année 2015	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Prise de participation de 65% dans MCB Mozambique.
Banque de détail en France	Acquisition de 20,5% et prise de contrôle total de Boursorama. Acquisition de 49% et prise de contrôle total de Selftrade Bank en Espagne.

Métier	Description des cessions
Année 2017	
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Cession de la participation de 49% dans Fortune SG (gestion d'actifs en Chine).
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de 20% du capital d'ALD à l'occasion de l'introduction en Bourse de la société.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de Splitska Banka en Croatie.
Banque de détail en France	Cession de On Vista en Allemagne.
Hors Pôles	Cession de la participation de 5,3% dans TBC Bank Group plc.
Hors Pôles	Cession de 1,5% du capital d'Euronext NV.
Année 2016	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de 93,6% de Bank Republic en Géorgie.
Hors Pôles	Cession de la participation du Groupe dans le capital de Visa Europe.
Hors Pôles	Cession de la participation de 8% dans le capital d'Axway.
Année 2015	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession des activités de crédit à la consommation au Brésil.
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Cession de l'intégralité de la participation dans Amundi (20%) à l'occasion de l'introduction en Bourse de la société.
Hors Pôles	Cession des actions d'autocontrôle (1% du total des actions Société Générale). Cession de la participation de 7,4% détenue par Geninfo dans Sopra Steria.

1.4 Acquisitions en cours et contrats importants – actualisation de la page 63 du Document de référence 2017

Financement des principaux investissements en cours

Les investissements en cours seront financés par les modes de financement habituels et récurrents du Groupe.

Acquisitions en cours

Pas d'acquisition en cours.

Cessions en cours

Pas de cession en cours.

2 - Chapitre 3 : Gouvernement d'Entreprise

2.1 Structure et organes du gouvernement d'entreprise

2.1.1 Communiqué de presse du 31 août 2017 : Société Générale met en place sa nouvelle organisation plus agile et plus proche de ses clients

Société Générale confirme la mise en place de sa nouvelle organisation à compter du 1er septembre avec le double objectif :

- **d'être plus agile et proche des clients**, pour capter les opportunités de croissance en particulier dans le digital, réagir plus rapidement aux attentes du marché, et favoriser de nouveaux modes de travail plus collaboratifs et sources d'innovation,
- **et de mieux collaborer** pour faire jouer encore plus les synergies entre les métiers et maintenir la cohérence du Groupe.

Cette nouvelle organisation plus horizontale, avec un axe régional renforcé, repose sur 17 Business Units (métiers ou régions) et 10 Service Units (fonction support ou de contrôle) directement rattachées à la Direction Générale et dotées de niveaux de délégation accrus sur les décisions relatives aux clients, aux crédits, aux recrutements et autres processus budgétaires. Les éventuelles évolutions d'organisation nécessaires pour certaines Business ou Service Units se feront dans le respect du dialogue social et de la consultation avec les partenaires sociaux.

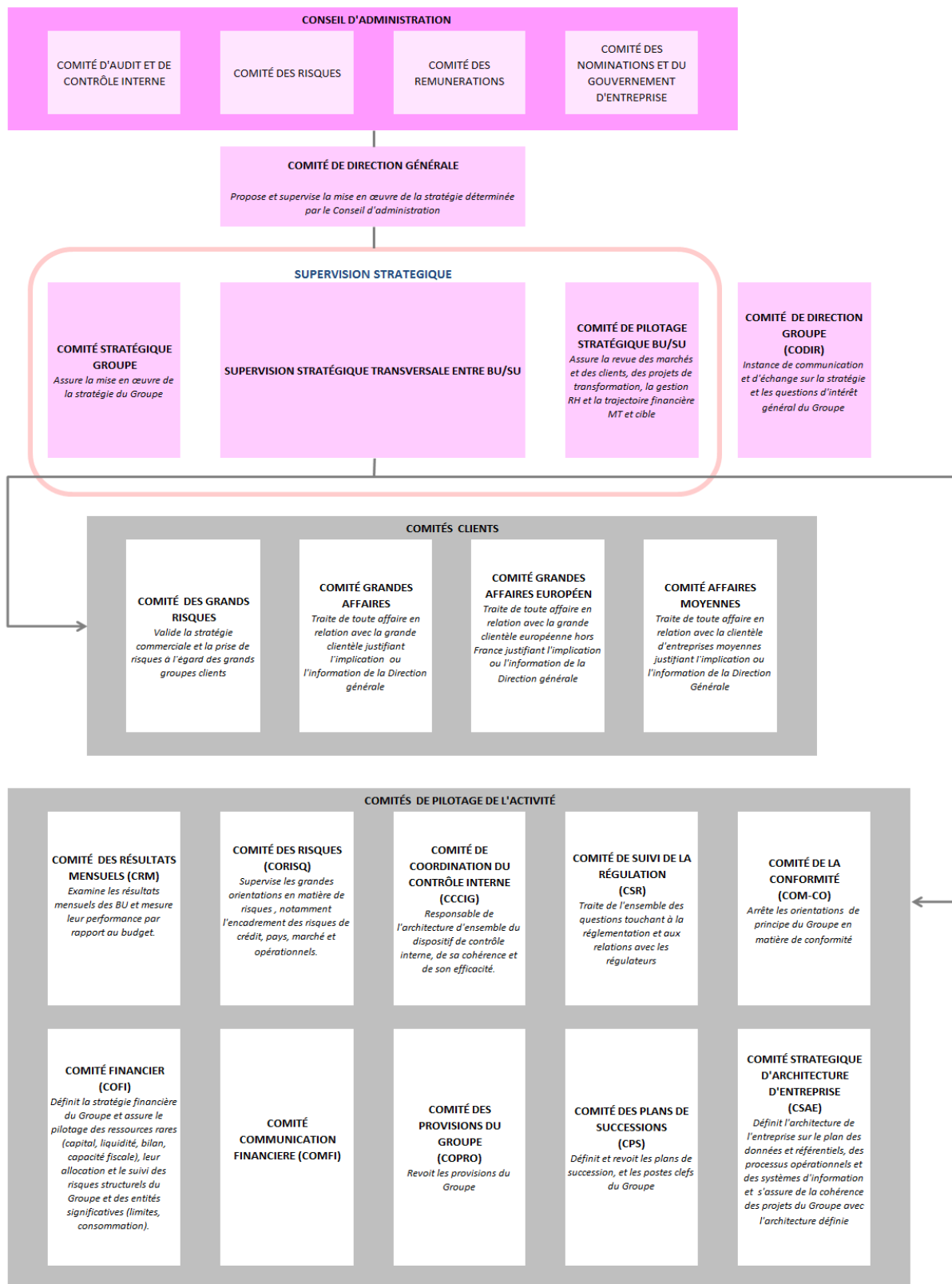
Les instances de gouvernance du Groupe évoluent également en faveur d'une plus grande collégialité. Le Comité de Direction générale composé du Directeur général et des trois Directeurs généraux délégués assure le pilotage d'ensemble avec l'aide de comités spécialisés (par exemple, le comité des risques). Sous l'autorité de la Direction générale, le pilotage stratégique du Groupe et des unités opérationnelles est assuré par la tenue de comités de pilotage transversaux composés de responsables de Business et Service units, le Comité Exécutif disparaissant. Le rôle de réflexion et d'échanges assuré par le Comité de direction, reflet de la diversité du Groupe, est réaffirmé. Sa soixantaine de membres se verront fixer des objectifs communs fondés sur 4 dimensions stratégiques (performance financière, satisfaction clients, engagement des collaborateurs, Responsabilité Sociale et Environnementale) qui détermineront une partie significative de leur rémunération variable.

Le Groupe maintiendra par ailleurs la présentation de sa communication financière autour des trois piliers équilibrés, cohérents dans leur dynamique commerciale et pertinents par rapport à la stratégie de l'entreprise (cf Banque de détail en France, Banque de détail et services financiers internationaux, Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs).

Pour Frédéric Oudéa, Directeur général : « *Face à des évolutions technologiques et concurrentielles majeures, il nous a semblé essentiel de revoir notre organisation et nos modes de fonctionnement afin de renforcer nos capacités d'innovation et d'être le plus proche possible des besoins de nos clients. Cela passe par une plus grande autonomie des équipes sur le terrain avec notamment un axe régional renforcé. Nous tenons également à favoriser un pilotage encore plus collégial de notre Groupe au sein de nos instances de décision via la fixation d'objectifs partagés influençant leur rémunération variable. Forts de cette nouvelle dynamique de fonctionnement à la fois plus agile et plus collégial, nous poursuivons le développement de notre Groupe en nous appuyant sur les forces de notre business modèle équilibré afin de créer durablement de la valeur pour l'ensemble de nos parties prenantes* ».

Pour en savoir plus sur la gouvernance du Groupe <https://www.societegenerale.com/fr/connaitrenotre-entreprise/gouvernance/direction-generale>

2.1.2 Présentation de la gouvernance et de la structure des comités de supervision stratégique - actualisation de la page 68 du Document de référence 2017



DIRECTION GÉNÉRALE
(Au 1^{er} octobre 2017)

NOM	FONCTION PRINCIPALE AU SEIN DU GROUPE SOCIETE GENERALE
Frédéric OUDÉA	Directeur général
Séverin CABANNES	Directeur général délégué
Bernardo SANCHEZ INCERA	Directeur général délégué
Didier VALET	Directeur général délégué

COMITÉ DE DIRECTION GROUPE

(Au 1^{er} octobre 2017)

NOM	FONCTION PRINCIPALE AU SEIN DU GROUPE SOCIETE GENERALE
Frédéric OUDÉA	Directeur général
Séverin CABANNES	Directeur général délégué
Bernardo SANCHEZ INCERA	Directeur général délégué
Didier VALET	Directeur général délégué
Philippe AMESTOY	Responsable des Opérations et de la Transformation de la Banque de détail en France
Hervé AUDREN de KERDREL	Directeur financier délégué du Groupe
Pascal AUGÉ*	Directeur Global Transaction and Payment Services
Philippe AYMERICH*	Directeur général du Crédit du Nord
Cécile BARTENIEFF*	Responsable des Ressources de la Banque de Grande Clientèle & Solutions Investisseurs
François BLOCH	Directeur général de BRD
Alain BOZZI	Directeur de la coordination du contrôle interne
Gilles BRIATTA*	Secrétaire général du Groupe
Pavel ČEJKA*	Responsable des Ressources de la Banque et Services Financiers Internationaux
Antoine CREUX	Directeur de la Sécurité du Groupe
Thierry D'ARGENT*	Co-Directeur, Relations Clients et Banque d'Investissement
Véronique DE LA BACHELERIE	Administrateur délégué de Société Générale Bank & Trust
Bruno DELAS*	Responsable de l'innovation, des technologies et de l'informatique de la Banque de Détail en France
Pierre-Yves DEMOURES	Directeur délégué des Ressources Humaines du Groupe
Frank DROUET*	Directeur, Activités de Marchés
Marie-Christine DUCHOLET	Responsable de la Relation Clients de la Banque de détail en France
Claire DUMAS	Directrice financier délégué du Groupe
Ian FISHER	Directeur du programme Culture et Conduite du Groupe
Patrick FOLLÉA	Directeur Délégué de Société Générale Private Banking, Directeur de Société Générale Private Banking France
Jean-Marc GIRAUD*	Inspecteur général du Groupe
Carlos GONCALVES	Directeur des Infrastructures Informatiques pour le Groupe
Donato GONZALEZ-SANCHEZ	Responsable de la Banque de financement & d'investissement et de Banque Privée, Gestion d'actifs & Métier Titres et Représentant du Groupe en Espagne et au Portugal
Laurent GOUTARD*	Directeur de la Banque de détail Société Générale en France
Jean-François GRÉGOIRE	Directeur délégué des Risques du Groupe
Eric GROVEN	Responsable de la Direction Immobilière de la Banque de détail en France
Caroline GUILLAUMIN*	Directrice des Ressources Humaines du Groupe et Directrice de la Communication du Groupe
Didier HAUGUEL*	Responsable Pays Russie
Philippe HEIM*	Directeur financier du Groupe
Édouard-Malo HENRY*	Directeur de la Conformité du Groupe
Alvaro HUETE	Responsable adjoint des activités de Financements et Responsable des activités de Financement pour le Royaume-Uni
Arnaud JACQUEMIN	Directeur délégué de la conformité Groupe
Jochen JEHMLICH*	Directeur des métiers Equipment Finance et CEO de GEFA Bank
Jan JUCHELKA	Président du Directoire de Komerční banka et Responsable pays en République tchèque et en Slovaquie
William KADOUC-CHASSAING	Directeur de la stratégie du Groupe

Jean-Louis KLEIN	Responsable de la Clientèle grandes entreprises de la Banque de détail Société Générale en France
Slawomir KRUPA*	Directeur général de Société Générale Americas
Christophe LEBLANC*	Directeur des Ressources et de l'Innovation du Groupe
Diony LEBOT*	Directrice des Risques du Groupe
Xavier LOFFICIAL	Directeur de la Transformation, Processus et Systèmes d'information
Michala MARCUSSEN	Chef Économiste du Groupe et Directrice des Etudes économiques et sectorielles
Anne MARION-BOUCHACOURT	Responsable Pays Chine pour le Groupe
Mike MASTERSON*	Directeur général de ALD Automotive
Laetitia MAUREL	Directrice déléguée de la Communication du Groupe
Alexandre MAYMAT*	Responsable de la région Afrique/Asie/Méditerranée et Outre-mer, Banque et Services Financiers Internationaux
Jean-François MAZAUD*	Directeur de Société Générale Private Banking et Superviseur de Lyxor
Françoise MERCADAL-DELASALLES	Directrice générale déléguée du Crédit du Nord
Hikaru OGATA*	Directeur de Société Générale Région Asie-Pacifique
Dmitry OLYUNIN	Directeur général de Rosbank
Pierre PALMIERI*	Directeur des Activités de Financements
Jean-Luc PARER	Conseiller auprès du Directeur général délégué
Philippe PERRET*	Responsable des métiers Assurances
Sylvie PRÉA	Directrice de la Responsabilité Sociale et Environnementale
Bruno PRIGENT*	Directeur du Métier Titres
Sylvie RÉMOND*	Co-Directeur, Relations Clients et Banque d'Investissement
Sadia RICKE	Responsable Pays pour le Groupe au Royaume-Uni et Responsable de la division relations clients et banque d'investissement au Royaume-Uni
Grégoire SIMON-BARBOUX	Directeur délégué des Risques du Groupe
Giovanni-Luca SOMA*	Responsable de la région Europe, Banque et Services Financiers Internationaux
Vincent TRICON	Directeur de la Banque de financement & d'investissement pour les PME et ETI clientes de la Banque de détail Société Générale en France
Guido ZOELLER	Responsable Pays Allemagne et Responsable des activités de Banque de financement & d'investissement en Allemagne

* Responsable d'une Business Unit ou Service Unit

3 - Chapitre 4 : Risques et adéquation des fonds propres

3.1 Ratios prudentiels

3.1.1 Gestion des ratios prudentiels – actualisation des pages 169 à 180 du Document de référence 2017

Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2017, Société Générale a émis un équivalent de 639 M EUR d'émissions subordonnées Tier 2.

Le Groupe a également procédé au remboursement à première date de call de deux émissions Additional Tier 1 mises en place en avril 2007 pour un montant résiduel global de 871 M USD et au remboursement à maturité de deux émissions Tier 2 (montants résiduels de 112M EUR mis en place en février 2005 et de 90 M EUR mis en place en mai 2005).

3.2 Ratios prudentiels CRR/CRD4

En Md EUR	30/09/2017	31/12/2016
Capitaux propres part du Groupe	60,3	62,0
Titres Super Subordonnés (TSS)*	(9,1)	(10,7)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)*	(0,3)	(0,3)
Provision pour dividendes et coupons sur hybrides	(1,4)	(1,9)
Écarts d'acquisition et incorporels	(6,4)	(6,3)
Participations ne donnant pas le contrôle	3,5	2,6
Déductions et retraitements prudentiels**	(5,2)	(4,4)
Fonds propres Common Equity Tier 1	41,3	40,9
Fonds propres additionnels de catégorie 1	9,2	10,6
Fonds propres Tier 1	50,6	51,5
Fonds propres Tier 2	11,4	12,0
Fonds propres globaux (Tier 1 + Tier 2)	61,9	63,6
Encours pondérés	353	355
Ratio Common Equity Tier 1	11,7%	11,5%
Ratio Tier 1	14,3%	14,5%
Ratio global	17,6%	17,9%

Ratios publiés selon les règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance. Voir notes méthodologiques page 20

* * Hors primes d'émission sur les TSS et les TSDI

* ** Déductions sans phasage

3.2.1 Ratio conglomérat financier

Au 30 juin 2017, le ratio conglomérat financier était de 205%, composé d'un numérateur « Fonds propres du conglomérat financier » de 64,7 milliards d'euros et d'un dénominateur « Exigence réglementaire des entités réglementées » de 31,5 milliards d'euros.

3.2.2 Ratio de levier CRR

Ratio de levier CRR ⁽¹⁾ non phasé		
<i>En Md EUR</i>	30/09/2017	31/12/2016
Fonds propres Tier 1	50,6	51,5
Total bilan prudentiel (2)	1 203	1 270
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	(84)	(112)
Ajustement au titre des opérations de financement sur titres*	(14)	(22)
Hors bilan (engagements de financement et garanties)	89	91
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles fonds propres Tier 1)	(10)	(10)
Exposition Levier	1 183	1 217
Ratio de levier CRR	4,3%	4,2%

(1) Sans phasage sur la base des règles CRR adoptées par la Commission européenne en octobre 2014 (acte délégué). Voir notes méthodologiques

(2) Le bilan prudentiel correspond au bilan IFRS retraité du périmètre des entités mises en équivalence (principalement des filiales d'assurance)

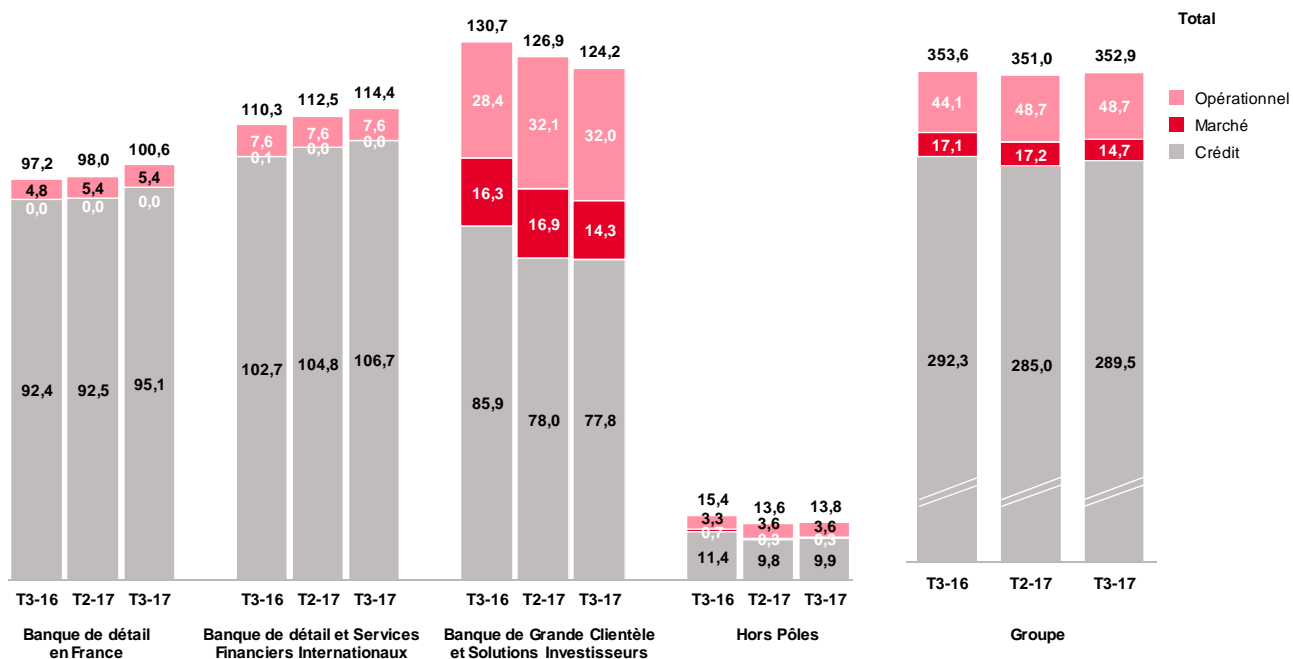
* Opérations de financement sur titres : titres reçus en pension, titres donnés en pension, opérations de prêt ou d'emprunt de titres et toutes autres opérations similaires sur titres

3.3 Couverture des encours douteux - actualisation de la page 202 du Document de référence 2017

<i>En Md EUR</i>	30/09/2017	30/06/2017	30/09/2016
Créances brutes*	472,7	475,6	477,6
Créances douteuses*	21,4	22,0	24,6
Taux brut Groupe d'encours douteux*	4,5%	4,6%	5,1%
Provisions spécifiques*	11,8	12,1	14,3
Provisions base portefeuille*	1,4	1,4	1,6
Taux brut Groupe de couverture des encours douteux* (Provisions globales / Créances douteuses)	62%	62%	65%

* Prêts et créances sur la clientèle, prêts et créances sur les établissements de crédit, locations simples et opérations de location financement et assimilés
Voir notes méthodologiques

3.3.1 Encours pondérés des risques (CRR/CRD4, en MD EUR) – actualisation de la page 157 du Document de référence 2017

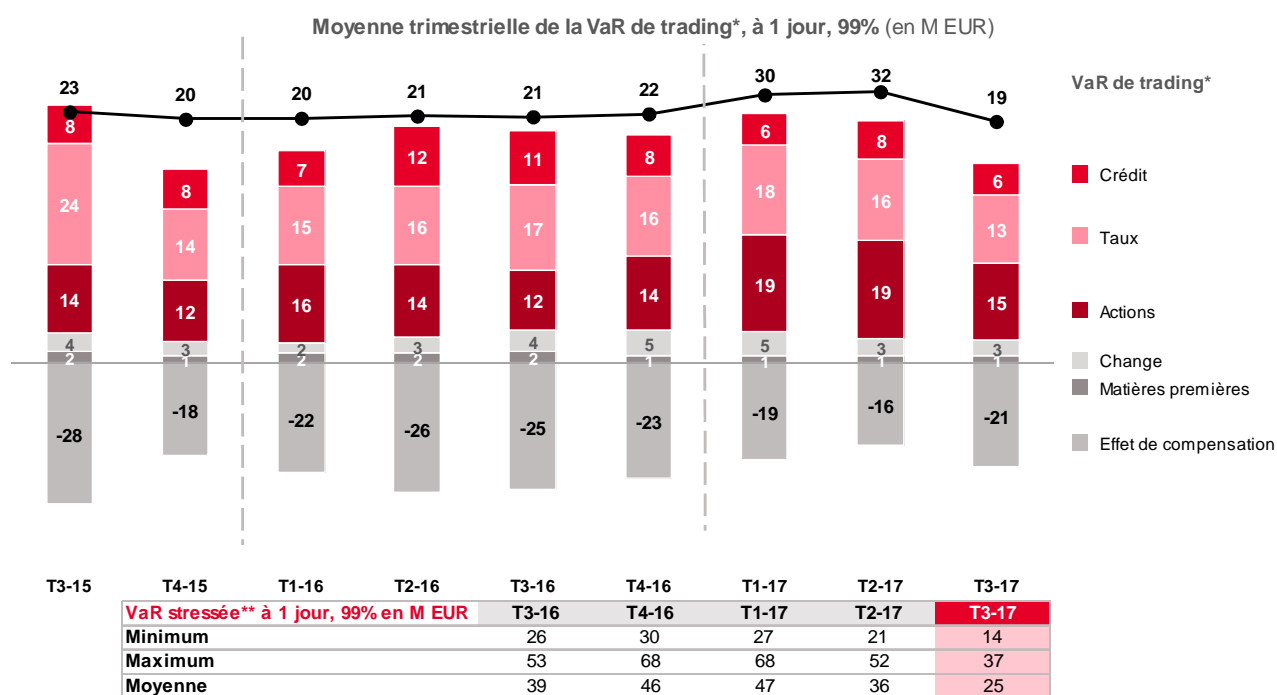


* Y compris les entités incluses dans le périmètre IFRS 5 jusqu'à leur cession effective

3.4 Risques de marché : Evolution de la VaR de trading et de la VAR stressée - actualisation des pages 206 à 209 du Document de référence 2017

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros

EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING*

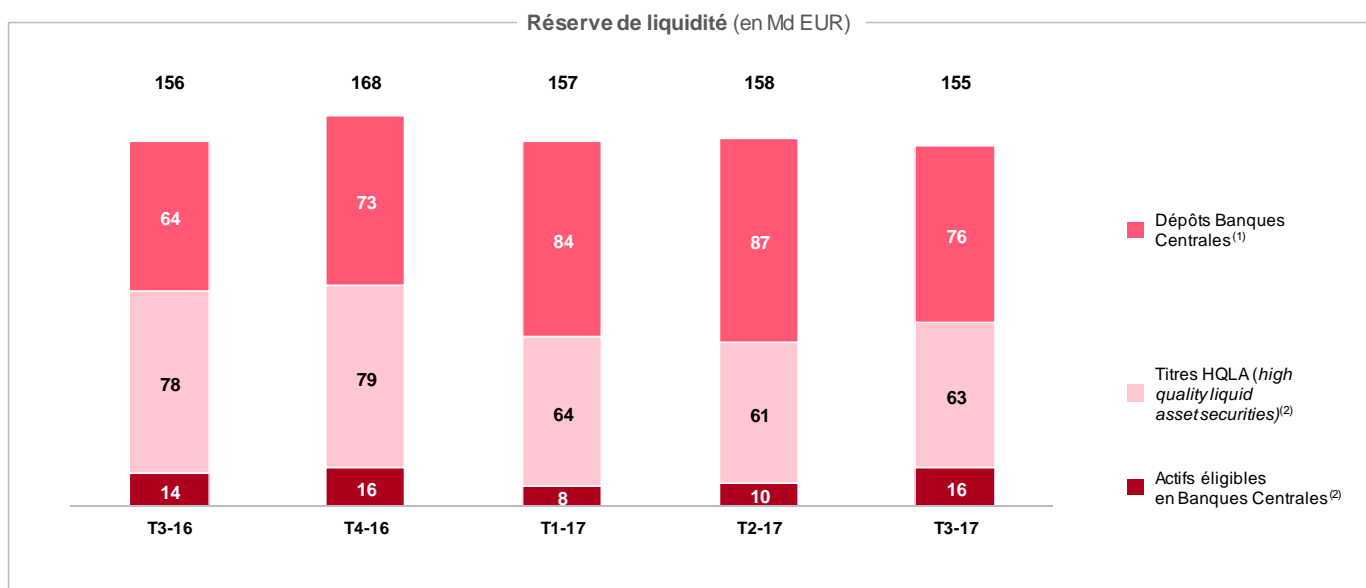


* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 260 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables

** VaR Stressée : approche identique à celle de la VaR (« simulation historique » avec des chocs « 1 jour » et un intervalle de confiance à 99%), mais sur une fenêtre historique fixe d'un an correspondant à une période de tensions financières significatives, plutôt qu'une période glissante d'un an

3.5 Risques de liquidité

3.5.1 Réserve de liquidité - actualisation de la page 227 du Document de référence 2017



Liquidity Coverage Ratio à 123% en moyenne au T3-17

(1) Hors réserves obligatoires
(2) Disponibles, valorisés après décote

3.6 Risques et litiges – actualisation des pages 423 à 426 du Document de référence 2017

- Société Générale et d'autres institutions financières ont reçu des demandes d'information de la part du Department of Justice (« DOJ ») et de la Commodity Futures Trading Commission américains (les « Autorités Américaines ») dans le cadre d'enquêtes portant, d'une part, sur des soumissions présentées à la British Bankers Association en vue de la détermination de certains taux LIBOR (London Interbank Offered Rates) ainsi que des soumissions présentées à la Fédération Bancaire Européenne en vue de la détermination du taux EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate) et, d'autre part, sur des opérations de dérivés indexés sur différents taux BOR.

Société Générale coopère avec les Autorités Américaines et a engagé des discussions avec elles dans le but de trouver un accord mettant un terme à la procédure. Un tel accord prévoirait le paiement par Société Générale d'une amende et pourrait en outre lui imposer d'autres sanctions. Il est possible, sans être certain, que les discussions en cours aboutissent à un accord dans les prochaines semaines ou les prochains mois. Il est par ailleurs impossible de déterminer avec certitude le montant de l'amende ou les autres sanctions que les Autorités Américaines pourraient imposer à Société Générale.

Aux Etats-Unis, Société Générale, de même que d'autres institutions financières, a été assignée dans le cadre d'actions de groupe portant sur la fixation des taux USD LIBOR, JPY LIBOR et EURIBOR ainsi que sur des opérations sur instruments financiers indexés sur ces taux. Société Générale a également été assignée dans le cadre de plusieurs actions individuelles (hors groupe) concernant le taux USD LIBOR. Toutes ces actions sont pendantes devant la *US District Court* de Manhattan (le « Tribunal »).

Dans la procédure relative à l'USD LIBOR, le Tribunal a rejeté les demandes formulées contre Société Générale dans deux actions de groupe et dans toutes les actions individuelles. Le groupe de demandeurs et un certain nombre de demandeurs individuels ont interjeté appel de la décision devant la Cour d'Appel Fédérale du *Second Circuit*. Les deux autres actions de groupe font *de facto* l'objet d'un sursis à statuer dans l'attente d'une décision dans cette procédure d'appel. Le 5 mars 2015, Société Générale s'est volontairement désistée d'une cinquième action de groupe.

Dans la procédure relative au JPY LIBOR, les demandeurs à l'action intentée par les acheteurs d'instruments dérivés de gré à gré Euroyen ont interjeté appel le 3 avril 2017 devant la Cour d'Appel Fédérale du *Second Circuit*. Dans l'autre procédure, initiée par des acheteurs ou vendeurs de produits dérivés indexés sur l'Euroyen sur le *Chicago Mercantile Exchange*, le Tribunal a autorisé le début de la phase de *discovery* pour certaines demandes fondées sur le *Commodity Exchange Act* (« CEA ») américain. Le délai pour le dépôt par les demandeurs de la requête visant à la certification du groupe expire le 17 octobre 2018.

Le 21 février 2017, dans le cadre de la procédure relative à l'EURIBOR, le Tribunal a rejeté l'ensemble des demandes formées contre Société Générale dans le cadre de l'action de groupe et, le 17 mars 2017, a rejeté la requête des demandeurs visant à déposer une assignation modifiée.

En Argentine, Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées dans le cadre d'une action intentée par une association de consommateurs pour le compte de consommateurs argentins qui détenaient des obligations du gouvernement ou d'autres instruments dont les intérêts à payer étaient liés au USD LIBOR. Il leur est reproché d'avoir enfreint les dispositions protectrices du droit de la consommation argentin lors de la fixation du taux USD LIBOR. Le 25 août 2016, la cour d'appel en Argentine a rendu une décision ordonnant la jonction des actions initiées à l'encontre des différentes institutions financières (y compris l'action initiée contre Société Générale) devant un seul juge. Le 10 octobre 2017, le juge supervisant l'affaire a exigé que l'assignation soit signifiée en France. Le juge a en outre exigé que l'association de consommateur fournisse des informations complémentaires sur les consommateurs et leurs préjudices allégués ainsi que des informations provenant de certaines agences gouvernementales relatives aux instruments financiers objet des demandes. Sur le fondement des informations fournies, le juge rendra un jugement qui, entre autres, définira et décrira la composition du groupe de consommateurs pour que cela soit versé au registre public

des actions collectives. L'assignation dans ce dossier n'a pas encore été signifiée à Société Générale.

- En avril 2014, le DOJ a adressé à Société Générale des demandes de production de documents (*subpoena*) concernant d'éventuelles violations du *Foreign Corrupt Practices Act* lors de transactions avec des entités libyennes, dont la *Libyan Investment Authority* (« LIA »). En octobre 2016, la *Securities and Exchange Commission* (ensemble, avec le DOJ, les « Autorités Américaines ») a adressé à Société Générale et à ses courtiers américains une demande de production concernant les mêmes documents que ceux requis par le DOJ. Société Générale coopère avec les autorités américaines dans ce dossier.

Société Générale a engagé des discussions avec elles dans le but de trouver un accord mettant un terme à la procédure. Un tel accord prévoirait le paiement par Société Générale d'une amende et pourrait en outre lui imposer d'autres sanctions. Il est possible, sans être certain, que les discussions en cours aboutissent à un accord dans les prochaines semaines ou les prochains mois. Il est par ailleurs impossible de déterminer avec certitude le montant de l'amende ou les autres sanctions que les autorités américaines pourraient imposer à Société Générale.

En septembre et octobre 2017, Société Générale a également reçu deux réquisitions judiciaires relatives à ses relations avec la LIA dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte par le Parquet National Financier concernant d'éventuelles violations des lois anti-corruption françaises. Les documents requis sont en cours de communication aux autorités françaises.

- SG Americas Securities LLC (« SGAS ») ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées dans le cadre de plusieurs actions de groupe dans lesquelles il leur est reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence et le CEA s'agissant de son activité de US Primary Dealer, achetant et vendant des titres du Trésor des États-Unis. Les affaires ont été jointes devant *la US District Court* de Manhattan et l'avocat principal représentant les demandeurs a été nommé. Une assignation modifiée consolidée sera bientôt déposée.
- Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées dans le cadre d'une action de groupe dans laquelle il leur est reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence et le CEA relativement à des opérations de change au comptant et de commerce de dérivés. L'action a été initiée par des personnes ou entités ayant conclu certaines transactions de gré à gré et échangé des instruments de change. SG a conclu un accord transactionnel pour un montant de 18 millions de dollars, qui a été homologué par le tribunal lors d'une audience préliminaire. Le groupe de plaignants a commencé à être informé de la conclusion de cet accord. L'audience d'homologation définitive est prévue le 23 mai 2018. Des actions de groupe distinctes ont également été initiées pour le compte d'acheteurs indirects. Une demande de rejet de ces actions a récemment été déposée.

Société Générale et certaines filiales ainsi que d'autres institutions financières ont également été assignées dans le cadre de deux actions de groupe au Canada (devant la *Ontario Superior Court* à Toronto et la *Quebec Superior Court* dans la ville de Québec) pour des demandes similaires. Les défendeurs et Société Générale ont trouvé un accord transactionnel pour un montant de 1,8 millions de dollars canadiens qui a fait l'objet d'une homologation préliminaire par le tribunal.

- Au début des années 2000, la profession bancaire a adopté, en France, le principe du passage à la compensation électronique des chèques afin d'en rationaliser le traitement. Pour accompagner cette réforme (connue sous le nom d'EIC pour « Échange d'Images Chèques ») qui a contribué à la sécurisation du traitement des paiements par chèque et à la lutte contre la fraude, les banques ont créé plusieurs commissions interbancaires (dont la CEIC qui a été abandonnée en 2007). Ces commissions ont été décidées sous l'égide des autorités de tutelle du secteur, les pouvoirs publics étant tenus informés.

Le 20 septembre 2010, après plusieurs années d'instruction, l'Autorité française de la concurrence a considéré que la mise en place et la fixation en commun du montant de la CEIC et de deux autres commissions pour services connexes étaient contraires au droit de la concurrence. Elle a condamné l'ensemble des banques ayant participé à la mise en place de ces commissions (Banque de France comprise) à un montant total d'environ 385 millions d'euros d'amendes. Société Générale a été sanctionnée à hauteur de 53,5 millions d'euros, Crédit du

Nord, sa filiale, à hauteur de 7 millions d'euros. Dans son arrêt du 23 février 2012, la cour d'appel, saisie par l'ensemble des banques concernées à l'exception de la Banque de France, a conclu à l'absence d'infraction au droit de la concurrence, permettant aux banques d'obtenir le remboursement des amendes qu'elles avaient payées. Le 14 avril 2015, la Cour de cassation a cassé et annulé l'arrêt de la cour d'appel au motif que cette dernière n'avait pas examiné les arguments de deux intervenants volontaires. L'affaire a été renvoyée devant la cour d'appel de Paris, dont l'audience s'est tenue les 3 et 4 novembre 2016. La décision de la cour d'appel de renvoi est attendue le 21 décembre 2017.

- Entre 2003 et 2008, Société Générale a conclu des contrats de consignation d'or avec le groupe turc Goldas. En février 2008, Société Générale a été alertée sur un risque de fraude et de détournement des stocks d'or détenus par Goldas. Ces soupçons ont été rapidement confirmés par la non-restitution et le non-paiement de l'or (466,4 millions d'euros). Société Générale a engagé des actions civiles contre ses assureurs et contre plusieurs entités du groupe Goldas. Goldas a, de son côté, introduit des actions judiciaires en Turquie et au Royaume-Uni contre Société Générale. Dans l'action intentée par Société Générale contre Goldas au Royaume-Uni, Goldas a sollicité son rejet sans examen au fond (*strike out*) et a formé à titre reconventionnel une demande de dommages-intérêts. Le 3 avril 2017, le tribunal anglais a fait droit aux deux demandes de Goldas et se prononcera après enquête sur le montant des dommages-intérêts qui seront, le cas échéant, dus à Goldas. Le 14 septembre 2017, Société Générale a été autorisée à interjeter appel de cette décision. Société Générale et Goldas se sont accordés sur un sursis à statuer de l'enquête pour dommages-intérêts dans l'attente de la décision de la Cour d'appel. Le 16 février 2017, Société Générale a, par ailleurs, été déboutée par le tribunal de commerce de Paris de ses demandes contre ses assureurs. Société Générale a interjeté appel de ce jugement.

- Le 28 juillet 2017, SG a été informée de l'ouverture d'une procédure disciplinaire à son encontre devant la Commission des Sanctions de l'ACPR relative à l'adéquation du niveau de vigilance sur certaines opérations de retraits d'espèces dans la banque de détail en France et de la formation du personnel dans ce domaine

4 - Chapitre 8 : Responsable de l'actualisation du Document de référence

4.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence

M. Frédéric OUDÉA, Directeur général de Société Générale

4.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de référence 2017 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de référence 2017, de ses actualisations A-01 et A-02 et de la présente actualisation.

Fait à Paris, le 6 novembre 2017

M. Frédéric OUDÉA
Directeur général de Société Générale

4.3 Responsables du contrôle des comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par Mme Isabelle Santenac

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Nom : Société Deloitte & Associés
représentée par M. José-Luis Garcia

Adresse : 185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de 1^{ère} nomination : 18 avril 2003

Date de renouvellement : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Nom : Société Picarle et Associés

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : Société BEAS

Adresse : 195, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Les sociétés Ernst & Young et Autres et Deloitte & Associés sont enregistrées comme Commissaire aux comptes auprès de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

5 - Chapitre 9 : Table de concordance

5.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	Numéros de pages du Document de référence	1 ^{ère} Actualisation	2 ^{ème} Actualisation	3 ^{ème} Actualisation
1. PERSONNES RESPONSABLES	520	66	119	45
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	521	67	120	46
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES				
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	Chiffres clés p. 9	3-28		3-27
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA		4-29	
4. FACTEURS DE RISQUE	132-151 ; 154-240	57-63	49-60	37-44
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR				
5.1. Histoire et évolution de la Société	8 ; 504			
5.2. Investissements	62		42	30
6. APERÇU DES ACTIVITÉS	28-29			
6.1. Principales activités	9 ; 50-55	10-31	4-43	3-31
6.2. Principaux marchés	9-12 ; 14-24 ; 28-29 ; 397-400			
6.3. Événements exceptionnels	NA			
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA			
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire	20-21	18-19
7. ORGANIGRAMME				
7.1. Description sommaire du Groupe	9 ; 28-29		30	
7.2. Liste des filiales importantes	32-49 ; 406-421 ; 476-486		30 ; 78	
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS				
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	63 ; 403-404		38	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	242-297			
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT				
9.1. Situation financière	56-61		11 ; 36-41	9 ; 20-29
9.2. Résultat d'exploitation	30-49	3-28	4-29	3-27
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX				
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	302-307 ; 393-395		67-68 ; 117	
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	308		69	
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	58-61	30-31	39-41	28-29
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	505			
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	59-61 ; 63			
11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA			
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	13		43	
13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	NA			
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE				
14.1. Conseil d'administration et Direction générale	68-95	32	44-48	32-36
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	78			

Rubriques	Numéros de pages du Document de référence	1 ^{ère} Actualisation	2 ^{ème} Actualisation	3 ^{ème} Actualisation
15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES				
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	96-127	33-55		
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	383			
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION				
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	69-75			
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA			
16.3. Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	89-90 ; 92			
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	81			
17. SALARIÉS				
17.1. Nombre de salariés	275-289			
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	69-75 ; 96-127	55-56	101-102	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	284	64		
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES				
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	495 ; 497		117	
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	495 ; 497 ; 505		117	
18.3. Contrôle de l'émetteur	495 ; 497 ; 499			
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA			
19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTES	128-131 ; 382-383 ; 476-486			
20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR				
20.1. Informations financières historiques	116-117 ; 158-159 ; 169 ; 179 ; 181 ; 183-187 ; 195-198 ; 201-206 ; 208-210 ; 221-222 ; 224-226 ; 301-426 ; 429-487 ; 525			
20.2. Informations financières proforma	NA			
20.3. États financiers	116-117 ; 158-159 ; 169 ; 179 ; 181 ; 183-187 ; 195-198 ; 201-206 ; 208-210 ; 221-222 ; 224-226 ; 301-426 ; 429-487			
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	152-153 ; 427-428 ; 488-489			
20.5. Date des dernières informations financières	302 ; 430		61	
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	3-28	4-29 ; 61-114	3-27
20.7. Politique de distribution des dividendes	493-494		44	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	237 ; 423-426	63	60 ; 112-114	42-44
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	62			
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES				
21.1. Capital social	495-505	65	117	
21.2. Acte constitutif et statuts	506-510			
22. CONTRATS IMPORTANTS	63	29	43	31
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	NA			
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	505			
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	28-29 ; 406-421 ; 476-486			